

ROUGE

hebdomadaire d'action communiste

DJIBOUTI INDEPENDANTE!



**DEHORS
LES
TROUPES FRANCAISES**

sommaire 215 MILLIONS D'ANCIENS FRANCS

POLITIQUE

- Partis communistes : « A l'Ouest du nouveau » page 4
- Notes : Bruno T., Pliouchtch page 5

ARMEE

- La marche du 15 : « des complices par milliers » pages 6 et 7
- Echos des casernes, de la solidarité page 7

ECOLE

- Le congrès de la FEN page 5

SOCIAL

- Syndicats : la CFDT et l'Etat page 8
- Bretoncelles : « l'usine ne vivra pas sans nous » page 9
- Radio-technique Dreux : un recul du patron. Points chauds pages 10 et 11

SOCIETE

- Educateur : « Pour un paquet de préservatifs » page 11

INTERNATIONAL

- Portugal : « pour un congrès syndical démocratique » pages 12 et 13
- Le marché commun à pas de fourmis, par Ernest Mandel pages 14 et 15
- Espagne : Interview de la Liga Comunista page 16
- Notes : Uruguay, Argentine, Chine page 17

CULTURE

- « La Befana » par le Théâtre du Chêne noir page 18
- Interview de Gérard Gélas
- Dans l'objectif page 19

Comment nous les avons eus

Nous avons fixé une moyenne par ville, par section, par militants. Membres de la LCR, sympathisants et lecteurs de Rouge devaient collecter autour d'eux de 100 F à 400 F. En étudiant les résultats nous avons discerné quelques indications :

- 1°) La souscription strictement « interne » c'est-à-dire versée par les seuls militants à la fin de l'année 1975, en plus de leur cotisation régulière, sur leur 13° mois, a permis de rassembler environ de 24 à 26 millions d'anciens francs.

- 2°) Les 100 derniers millions ont été rassemblés en deux mois

La souscription n'est pas close ! Car, en effet, le retard apporté à la sortie du quotidien, à cause de la difficulté que nous avons eu de trouver un local, doit se payer :

— pendant deux mois nous avons dû verser des salaires

— pour accélérer les travaux nous sommes contraints à des dépenses supplémentaires

— nous devons préparer une campagne publicitaire plus importante pour compenser la sortie tardive au milieu mars,

— nous devons sortir pendant un mois chez un imprimeur, donc à perte, avant que notre propre imprimerie soit opérationnelle

— enfin, nous avons besoin d'un « coussin financier » qui permette au journal non seulement de « sortir » mais aussi de « tenir » face à toutes les dif-

ficultés.

C'est pourquoi la souscription se poursuit en permanence. Elle n'est pas concurrente ou contradictoire avec les abonnements : car ceux-ci font déjà partie de la vente et nous ne pouvons faire usage des sommes qui rentreront sous cette forme (sinon au risque d'une « cavalerie » périlleuse). Alors, encore et toujours il faut persévérer. Le quotidien fait partie maintenant de la réalité. Il est certain que beaucoup de ceux qui se sont engagés à le financer régulièrement, mensuellement, sont prêts plus que jamais, au fur et à mesure qu'on approche du but, à faire tous les efforts et sacrifices nécessaires.

Envoyer tous les chèques à
Mlle P. Chenot 10, impasse
Guéméné Paris 4°

Rouge 336 Vendredi 20 février 1976

numéro d'inscription à la Commission paritaire : 46722
« Rouge » 10 impasse Guéméné Paris 75004
Téléphone : 272.88.96 et 272.68.82
Directeur de publication : H. Weber
imprimerie NPP

ARMEE : NOUVELLES ARRESTATIONS

Gallut, France-Soir et Damoclès

Lundi 16 février, en première page de « France-Soir », un titre : « de nouvelles inculpations attendues » et un article abracadabrante où l'on parle d'espionnage avec l'Allemagne de l'Est, de dossiers secrets, de complots de menaces... Le plumitif anonyme de France-Soir aurait pu signer « Damoclès » : son papier policier laisse planer une épée sur la tête de tous ceux qui sont solidaires des 53 soldats et militants inculpés par la Cour de Sûreté de l'Etat. Et quelle grossièreté ! l'article, cyniquement, expliquait que la pouvoir, à son gré, pouvait avancer tel dossier et retirer tel autre, inculper ou libérer à loisir... Ce « faire-part » du juge Gallut (dit « La méduse ») publié par les soins de France-Soir tombait juste au lendemain du 15 février... pour bien faire comprendre aux milliers de manifestants qu'ils ne s'étaient pas mobilisés pour rien et que le Comité National pour la libération des soldats et militants em-

prisonnés, aura encore beaucoup à faire. Comme par hasard, mardi 17 au matin, la police frappait à Lyon : perquisition à l'imprimerie Presse Nouvelle, perquisition à la Bibliothèque socialiste, perquisition et interpellation de militants de la GOP, de la Révolution !, et de la LCR. Parmi les interpellés on note les noms de Pierre Savignat, de René Prager et de sa femme. A quoi correspond ce nouveau coup ? Par surprise, Gallut voudrait-il remplir le vide de ses dossiers ? Combien de fois les « lettres de cachet » de la Cour de sûreté de l'Etat frapperont-elles, de ci, de là, les militants du mouvement ouvrier et les soldats qui revendiquent leurs droits démocratiques élémentaires ?

Le Comité national, plus que jamais, a charge d'organiser la riposte pour que cessent toutes ces poursuites. Et le front unique de tout le mouvement ouvrier est plus que jamais nécessaire contre cette repression systématique.

G.F

alors qu'il avait fallu 6 mois pour obtenir les 100 premiers en y incluant les bénéficiaires de la fête. Cela indique le temps qu'il a fallu pour le « lancement » de la perspective du quotidien.

- 3°) Voici quelques exemples approximatifs des résultats obtenus par les villes de province. Les meilleurs résultats en terme de moyenne par militants sont les suivants :

Auxerre : 1284 F par militant
Brest : 1061 F par militant
Marseille : 986 F par militant
Crane : 980 F par militant
Metz : 941 F par militant
Besançon : 882 F par militant
Lille : 834 F par militant
Rennes : 782 F par militant
Mulhouse : 772 F par militant
Macon : 769 F par militant
Orléans : 748 F par militant
Ke Lans : 674 F par militant

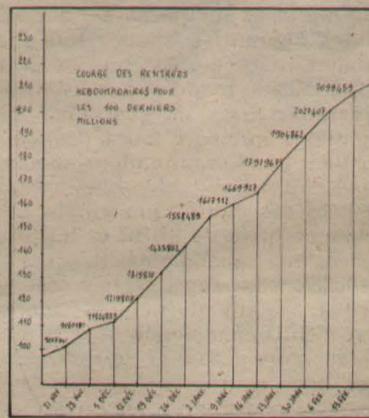
Agen : 657 F par militant
Grenoble : 656 F par militant
Par contre les moins bons résultats sont les suivants :
Toulouse : 490 F par militant
Rouen : 343 F par militant
Elbeuf : 291 F par militant
Dieppe : 340 F par militant
Dreux : 376 F par militant
Caen : 323 F par militant
Akençon : 335 F par militant
Angoulême : 340 F par militant
Aix-en-Provence : 361 F par militant
Albi : 216 F par militant
Albi-Castres : 311 F par militant

4°) Pour Paris, on peut voir les indications suivantes : toutes les sections, moins quatre, ont dépassé leur quota minimum de 400 F, une seule a dépassé 1000 F de moyenne par militant, mais sur les 100 derniers millions, 571 128 F sont en provenance de Paris et de la large banlieue.

5°) Un exemple est la section du 15° arrondissement : les sommes recueillies chaque mois sont les suivantes :

juin	3265 F
juillet	8418 F
août	1350 F
septembre	2010 F
octobre	7767 F
novembre	2681 F
décembre	11 775 F
janvier	15 744 F
février	1551 F

Ces variations sont indicatives des variations générales de la souscription (effort début juin-juillet, trou des vacances, apport de la fête rouge, coup de collier fin décembre-janvier auquel s'ajoute la souscription interne, puis en février, reprise d'un rythme plus petit).



A L'INITIATIVE DE
CRITIQUE COMMUNISTE

MUTUALITE
— JEUDI 4
MARS 20H30

Débat : XXIIème
congrès du PCF,
XXIVème congrès du
PCUS.

Avec Philippe
Robrieux, Lucio
Magri (Il Manifesto),
Alain Krivine, Henri
Weber, etc., etc.

LA FRANCE, PREMIERE PUISSANCE COLONIALE

■ Depuis la chute de la dictature portugaise, la France est, au palmarès des pays impérialistes, la première puissance coloniale directe. Avec ses quatre « départements d'Outre-Mer », — la Guyane, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion — et ses cinq Territoires d'Outre-Mer — Djibouti ou TFAI, Nouvelle Calédonie et dépendances, Wallis et Futuma, Polynésie française, St Pierre et Miquelon — elle maintient sous sa domination directe près de deux millions d'hommes. Pourquoi cette permanence d'un lambeau d'empire outre-mer qui est, à l'évidence, une des caractéristiques de l'impérialisme français ?

Pourquoi s'accroche-t-il ?

Quel est le moteur de cet attachement à un mode de domination archaïque ? Sont-ce les intérêts économiques ? Sont-ce les richesses naturelles de ces territoires ? Est-ce leur situation stratégique ? Il n'existe pas en fait de raison unique, les intérêts se mêlent, les lobbys coloniaux s'entrecroisent, et traversent inégalement la bourgeoisie française. *Les sociétés nationales*, telles Air France ou la Compagnie générale transatlantique font une partie de leurs plus gros profits grâce à l'exclusif colonial toujours en vigueur : leurs lignes à destination des TOM-DOM sont les plus rentables. *Les bases militaires* en terres conquises sont de solides garanties pour sauvegarder le domaine néo-colonial ou les intérêts de l'impérialisme mondial. *Les colons*, minorités caractéristiques de certains territoires, défendent âprement leur « *bout de gras* » en étendant leurs ramifications au sein de l'appareil d'Etat : parmi les plus connus, Debré est l' élu des morts réunionnais, et Foccard, éminence grise de l'UDR et du SAC est fils de colon guadeloupéen. *Les sociétés étrangères* sont aussi parfois associées pour faire face aux difficultés économiques : c'est l'INCO canadienne pour le nickel calédonien, c'est un projet de raffinerie aux Antilles pour contourner les lois américaines contre la pollution, c'est un projet de port en Martinique pour profiter de la révolution du « frêt » et des containers dans les transports. Chapelet disposé en guirlande autour du globe, déchiré en lambeaux, l'empire colonial déchu offre l'aspect d'un réseau multipliant les points d'appui militaires et les territoires où le pouvoir espère qu'une domination directe et ancestrale garantira une certaine stabilité. La France possède ainsi un dispositif morcelé, étiré sur des milliers de kilomètres, qui, s'il est insuffisant pour accréditer une stratégie

mondiale autonome, peut assurer une défense efficace de ses intérêts économiques et également contribuer au maintien de l'ordre mondial des exploités.

Territoire récemment colonisé (1884), *Djibouti* était au départ un comptoir. Avant la guerre des six jours et les mésaventures du canal de Suez, Djibouti jouait pour la France un rôle semblable à Aden (qui lui fait face) pour la Grande Bretagne. Cet intérêt marchand fut sanctionné par l'instauration de franchises douanières et d'une monnaie détachée de la zone franc, le franc Djibouti convertible sans limitation. Avec la fermeture du canal de Suez, les passages de navire dans le port baissèrent de 67%. Depuis, malgré la réouverture, l'étoile commerciale du Territoire Français des Affaires et des Issas n'a pas sensiblement remonté la pente. C'est donc son rôle de base militaire qui explique les attentions de la France à l'égard d'une terre désertique et écrasée par le soleil. Depuis Djibouti, la France est en mesure, le cas échéant, de réunir ses moyens militaires pour rayonner dans l'Océan Indien. Cette base est la tête de pont d'un dispositif militaire considérable ouvert sur la route de l'extrême orient.

Parce que ceux qui tirent d'énormes profits directs du système s'y opposent, et aussi en raison même des caractéristiques de l'oppression qu'il leur a fait subir, l'impérialisme français est incapable de trouver pour ses colonies une relève acceptable de son point de vue. Quand il en trouve une, ainsi Ali Aref à Djibouti, elle est tellement discréditée que la « néo-colonisation » ne peut se faire sans bavures.

Le colonialisme français est pris à son propre piège. La crise généralisée qui l'ébranle croît sur le terreau qu'il a lui-même engraisé : la crise économique et sociale du système qu'il a engendré et d'autre part son incapacité à avancer des solutions politiques nouvelles et crédibles, permettant de « passer la main » en douceur tout en préservant ses intérêts. Il fera donc face, il se raidira au besoin, car le danger est trop grand de créer une zone d'instabilité dans les régions concernées. La solidarité avec ceux qui le combattent doit être d'autant plus active et vigilante. La responsabilité de ceux qui luttent au sein même de l'hexagone est donc lourde. Elle ne sera remplie que le jour où l'indépendance immédiate des colonies et le retrait des troupes qui y sont stationnées deviendront une des exigences des travailleurs français eux-mêmes.

J. Krasny

A L'OUEST DU NOUVEAU

Le PCF est obligé de se démarquer des aspects répressifs d'un système bureaucratique.

Il se constitue un bloc des PC d'Europe de l'Ouest qui commence à s'opposer aux intérêts des dirigeants soviétiques.

■ Lorsque dans quelques jours, à Moscou, le chef de la délégation française montera à la tribune du 25^e congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique, ce n'est pas Marchais qui apparaîtra derrière le micro. Pour la première fois, le traditionnel message de solidarité du PCF au congrès du PCUS ne sera pas lu par son secrétaire général, Marchais n'ira pas à Moscou a annoncé l'Humanité trois jours après la clôture du XXII^e congrès. C'est un signe parmi d'autres de la détérioration des liens entre les deux partis. Depuis toujours, pourtant, on présentait les français comme des inconditionnels de la bureaucratie soviétique. La direction du PCF vient en l'espace de deux mois, de prendre un tournant significatif. Ce fut d'abord la condamnation des camps d'internement en décembre, puis les débats autour de la dictature du prolétariat, en janvier, enfin la confirmation de critiques de fond adressées au système soviétique lors du rapport de Marchais au congrès.

Certes, ce n'est pas la première fois que les dirigeants du PCF prennent leurs distances avec l'Union Soviétique. Mais jusqu'à présent les critiques étaient restées ponctuelles. Après la réprobation de l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, il y eut, en 1971, la prise de position en faveur des juifs de Leningrad empêchés de quitter le pays, en 1973, la protestation contre le refus des autorités soviétiques de publier les œuvres de Soljénystine, enfin, en octobre 1975, la demande de libération de Plouchtch enfermé dans un hôpital psychiatrique. Ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est l'apparition de critiques plus générales du système soviétique lui-même. « Il y a effectivement des procès contre des citoyens poursuivis pour leurs prises de position politiques (...) le PCF exprime sa profonde surprise et sa réprobation la plus formelle » avait déclaré le bureau politique après la présentation à la télévision d'un film sur le camp d'internement de Riga. Et Marchais devait revenir sur la question à Saint-Ouen : « il est naturel que nous exprimions notre désaccord avec les mesures répressives qui attentent aux libertés d'opinion, d'expression ou de création où qu'elles soient prises. Nous avons été amenés à le faire à propos de certains faits survenus en Union Soviétique (...) De tels actes ne sont nullement une conséquence obligatoire du socialisme ».

Deux objectifs

Ne pouvant plus se dédouaner sur quelques « cas particuliers », le PCF est obligé de se démarquer nettement des aspects répressifs du système

bureaucratique. Sa direction cherche, en effet à atteindre deux objectifs. D'abord ressouder le parti autour d'un projet politique cohérent — le socialisme à la française — afin d'enrayer les progrès du parti socialiste et d'éviter que les hôpitaux psychiatriques ne servent de repoussoir à l'adhésion des nouvelles générations de militants de l'après-mai 68. Ensuite, affirmer la vocation du PCF à être un parti de gouvernement crédible aux yeux de larges fractions de la bourgeoisie. Ce double projet implique nécessairement une prise de distance croissante avec la bureaucratie soviétique.

Le mouvement s'inscrit d'ailleurs dans une tendance générale des partis communistes occidentaux à affirmer leur autonomie à l'égard de Moscou. L'illustration en a été donnée depuis six mois par les difficultés de préparation de la conférence des partis communistes européens. Un premier projet de résolution, écrit par les allemands de l'Est, avait été vivement critiqué par plusieurs PC, notamment le PCI, lors d'une réunion préparatoire en octobre 1975. Un second projet amendé n'avait pu, non plus, faire l'unanimité à la réunion suivante en novembre. Il fallut que la bureaucratie soviétique retire ses exigences et négocie, en décembre, un accord secret avec le PCI pour que la perspective de la conférence devienne crédible.

Quels étaient les débats de fond ? d'un côté les PC dissidents roumain et yougoslave, et surtout les partis communistes de masse d'Europe de l'Ouest souhaitaient un texte général sur la sécurité et la détente en Europe. Pour ces derniers, il s'agissait de faire passer leurs intérêts nationaux avant ceux du mouvement communiste stalinien, en refusant toute problématique de stratégie commune à l'ensemble des PC européens. Confrontés à la montée du mouvement de masse depuis 1968, ils se trouvent, en effet, obligés d'offrir une perspective politique aux luttes à travers des alliances avec la social-démocratie et des fractions de la bourgeoisie.

Giscard plutôt que Mitterrand !

C'est précisément ce que ne souhaite pas la bureaucratie soviétique qui craint la dynamique sociale susceptible de s'engouffrer derrière la participation éventuelle de PC de l'Europe de l'Ouest au gouvernement. Les dirigeants soviétiques préfèrent de beaucoup, dans le cadre de la coexistence pacifique, des gouvernements bourgeois forts en France,



Faire passer ses intérêts avant ceux de la bureaucratie soviétique... (Norma)

en Italie, en Espagne, plutôt que des gouvernements à majorité social-démocrate inféodés aux Etats-Unis.

Le débat a été lancé en août dernier par les articles de Zorodov dans le « Pravda », cet été qui se permettait une critique de « gauche » de la stratégie réformiste des PC d'Europe de l'Ouest. Il s'est poursuivi depuis lors des articles de revues des pays de l'Est affirmant la nécessité d'un « programme commun » à l'ensemble du mouvement communiste européen, dénonçant les progrès de l'Atlantisme par le biais du Marché Commun et prônant une grande réserve à l'égard d'alliances avec les partis socialistes. C'est dans le même cadre que « Rude Pravo » organe du PC Tchécoslovaque s'est permis de critiquer directement le PCF en déclarant que ceux qui ne défendent plus la dictature du prolétariat ne sont plus des communistes. Ces critiques ne doivent pas faire illusion. En aucune façon, il ne s'agit d'un tournant « gauche » de la bureaucratie soviétique.

Il s'agit simplement pour elle d'éviter à tout prix une dynamique dangereuse de mouvement de masse en Europe, en contraignant les PC occidentaux à une politique par rapport aux alliances déjà dessinées.

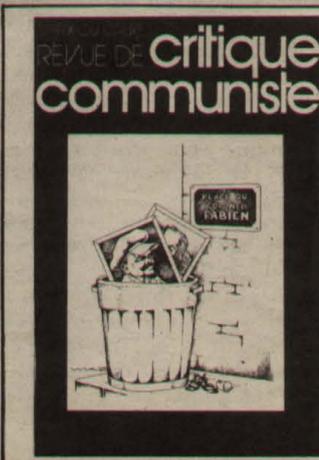
Priorité à l'Ouest.

Le problème, c'est que les PC occidentaux, connaissant un processus de « social-démocratisation » les insérant de plus en plus dans leurs propres réalités nationales refusent d'assumer une telle perspective. Et ils constitue ainsi un bloc autour du PC italien, du PC espagnol et du PCF qui commence à s'opposer aux intérêts de la bureaucratie soviétique en Europe de l'Ouest. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre les prises de distance

et les critiques adressées au modèle soviétique. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre les déclarations de Carillo, secrétaire général du PCE, au journal italien « La Stampa », le 14 décembre dernier « Nous pensons à une restructuration de l'internationalisme, fondée justement sur une coordination de notre action avec celle du reste du mouvement ouvrier de l'Europe occidentale. Avec les partis-Etats de l'Est, des contacts pourront demeurer, des rapports de coopération, mais la priorité est à l'Occident ». On ne saurait être plus clair !

Dans ce contexte, le tournant de la direction du PCF signifie un ralliement implicite aux positions précédemment défendues par le PCI et le PCE. La déclaration commune signée entre Berlinguer et Marchais, après l'accord conclu entre le PCI et le PCE en juillet dernier, en est le signe le plus évident. Le problème est de savoir jusqu'où peut aller cette distanciation des liens. Les directions des PC de masse doivent résoudre la contradiction entre leurs liens matériels et politiques avec l'Union soviétique et les exigences politiques du développement des luttes dans leur propre pays. Dans l'état actuel des choses les rapports avec la bureaucratie soviétique pourront se maintenir sur la base de compromis comme celui qui vient d'être négocié à propos de la conférence européenne. A terme, des situations de crise en Espagne, en Italie, en France conduiraient inévitablement à des ruptures au sein du bloc stalinien international. L'enjeu pour les révolutionnaires est précisément de s'insérer dans les brèches qu'ouvrent dès aujourd'hui la crise du mouvement communiste stalinien.

Sérafim LAMPION



vient de paraître

- Au sommaire
- Denis Berger
le parti communiste français entre le réformisme et le désarroi
- Michel Lequenne
sur un pronostique de Léon Trotsky
- Christian Leucate
sur la crise du stalinisme
- Denis Pingaud
Le parti communiste italien : un parti « stalinien national »
- Serge Depaquit, Philippe Briobieux, Alain Krivine
Où vont les partis communistes d'Europe Occidentale ?

après la grâce de Bruno T. MERCII, M'SIEUR LE PRESIDENT.



Un comité de soutien à Bruno T. s'était constitué (Fotolib)

□ Bruno T., pensionnaire de 17 ans d'un foyer d'éducation surveillée, avait tué une pauvre vieille en lui volant une somme dérisoire. Jugé par les assises de l'Oise il fut condamné à mort sans que la cour veuille tenir compte de sa minorité. Son avocat cru que la cour de cassation se montrerait moins passionnée que quelques jurés échauffés et reverrait le procès devant une autre cour. La cour de cassation, sans passion et à huis clos, jugea en droit que la condamnation était valable et que la tête de Bruno T. tomberait dans la sciure. Le seul recours était désormais le président de la République ; ce dernier, dans sa mansuétude profonde, vient de gracier Bruno T. et de commuer sa peine à la réclusion à perpétuité. C'est plus humain comme cela.

Bruno T. faisait partie de cette population que les éducateurs et les juges des enfants connaissent bien et que les bonnes gens promettent au gibet. C'était aussi un pauvre et un paumé. Avec les moyens du pauvre et du paumé, avec brutalité, il s'est procuré quelques centaines de francs en assassinant. Les bons gens diront que c'est pour ce meurtre qu'on l'a condamné. Peut-être ; mais il

faut bien constater que tous les meurtres ne sont pas sanctionnés pour crimes passionnels.

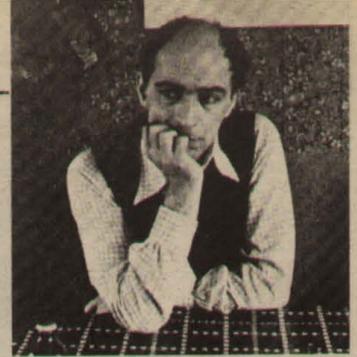
Si le crime de Bruno T. avait été accompli sans mobile apparent les jurés se seraient posés des questions quant à son équilibre psychique, les circonstances antérieures de sa vie... etc. Par bonheur pour leur quiétude mentale, Bruno a volé après avoir tué, et la relation de cause à effet a été aussi rapide qu'automatique.

C'est de ce mécanisme inconscient qu'a été victime Bruno T. Les spécialistes des cours d'assises que sont les juges professionnels en connaissent bien les dangers et la pression qu'ils exercent sur les jurés. Et pourtant, malgré le caractère saisissant de son crime, malgré sa minorité, on n'a pas hésité à rechercher la condamnation à mort. C'est qu'une telle décision est avant tout une décision politique. Elle s'est inscrite dans la campagne du pouvoir sur la « sécurité » et la « violence » qui demandait des exemples. Le torchon « Minute » ne s'y est pas trompé qui a applaudi des deux plumes à cette condamnation. La cour de cassation, saisie du dossier quelques

temps après, n'a pas voulu utiliser les arguments juridiques qui avaient permis de casser une autre condamnation célèbre. Le bénéfice en était, lui aussi, politique : laisser aux jurés qui représentent le « PEUPLE » la responsabilité d'une condamnation à mort afin de laisser croire à sa détermination de lutter, aux côtés de Poniatowski, contre la « violence ».

Et puis Giscard, en vertu d'un pouvoir dont il n'a à rendre compte à personne, a accordé sa grâce. Face aux rigueurs de la loi et aux manipulations des audiences auxquels les jurés sont soumis, son humanisme n'en est que plus valorisé. De même l'est celui du corps d'Etat qu'est la Justice puisque formellement, ce n'est pas lui mais la volonté populaire qui a condamné. On ne peut s'empêcher pourtant de trouver à cet humanisme un goût amer. En d'autres circonstances, Pompidou, un autre humaniste nourri de culture et pétri de sensibilité, n'avait pas hésité à refuser sa grâce à Buffet et Bon Temps. C'était quelques mois avant les élections législatives de mars 73, et un opportun sondage de France-Soir avait montré que la majorité des Français était pour la peine de mort.

Georges Marion



L. Pliouchtch sera-t-il interdit de parole ?

■ M. Chirac est un démocrate. M. Chirac n'aime pas le totalitarisme. Aussi le gouvernement de M. Chirac a généreusement accordé l'asile politique à Léonid Pliouchtch expulsé d'URSS. Mais M. Chirac est également un réaliste et un fin diplomate. Aussi vient-il de prendre en compte les sollicitations de l'ambassade soviétique en déclarant que L. Pliouchtch, étranger dans ce beau pays de France, devait s'abstenir de toute déclaration publique incompatible avec son statut de réfugié.

Voilà une belle leçon de choses sur les limites de la démocratie bourgeoise. Gageons qu'elle n'a pas autrement surpris L. Pliouchtch qui continue à se proclamer communiste. C'est d'ailleurs pour cela que M. Chirac tente de le bâillonner, tout comme M. Brejnev, avec ses méthodes toutes personnelles, avait tenté de le faire. M. Chirac n'a sans doute pas le même accent que M. Brejnev, mais ils parlent pourtant bien la même langue : celle du gendarme contre-révolutionnaire.

Congrès de la F.E.N.

Une tendance sûre et dominatrice

Le congrès de la FEN a été marqué par le succès de la tendance majoritaire dominée par le PS, la stabilisation de la tendance dirigée par le PCF, le recul sensible des courants d'extrême-gauche. Cette évolution traduit le poids de l'union de la gauche et le regonflement du PS face à un PC sur la défense, l'éloignement du syndicat de nombreux militants gauchistes découragés...

Les dirigeants fédéraux ont beaucoup parlé de socialisme et de liberté... Mais sur chacune des questions débattues lors du congrès, on a vu pointer l'oreille réformiste.

Ainsi sur l'analyse de l'école, qui pour la tendance UID « reste plus émancipatrice que conservatrice ou facteur d'intégration sociale ». Bien qu'elle condamne la version Royer-Haby de l'alternance, et réserve aux enseignants seuls la double formation générale et professionnelle, la majorité esquive les déterminations fondamentales du fonctionnement de l'école. L'analyse de la tendance U et A., bien qu'elle repose sur une vision plus « moderniste », ne remet pas non plus fondamentalement en cause le statut de l'élève et de la transmission du savoir dans une société de classe.

Les choses sont plus claires encore que sont explicitées les perspectives politiques. Ainsi, le secrétaire général du SNI explique que le projet éducatif de la FEN se situe dans la perspective d'une victoire électorale de la gauche en 1978. Dès lors, la place du syndicat est toute trouvée grande force tranquille, elle se doit de faire des propositions que reprendrait à son compte un ministre socialiste de l'Education. C'est au non de cette vision qu'est accréditée l'idée que quelque soit le gouvernement les propositions syndicales sont reprises (C'est effectivement ce qu'ont compris Fontanet et Haby).

S'adressant aux militants U et A., et paraphrasant G. Marchais, Henry a tenu à préciser « on discute, on amende, et c'est la loi de la majorité qui devient la loi de tous », réaffirmant une conception inacceptable du fonctionnement du syndicat suivant un pseudo-centralisme démocratique, et au-delà, une conception de la FEN comme addition de syndicats catégoriels coiffés par le B.N. monolithique. Seule l'E.E. y a opposé la conception d'une fédération d'industrie s'appuyant sur des sections locales ou d'établissement, fonctionnant démocratiquement grâce à la confrontation orale et écrite, l'assemblée-

débat, le respect des règles de la démocratie ouvrière, la revocabilité des responsables élus, le droit de tendance organisée...

Reste le recul des tendances, révolutionnaires : aux raisons déjà invoquées, il faut ajouter la crise de l'autonomie du syndicalisme enseignant qui touche de plein fouet l'E.E. (1/5 des mandats perdus). L'isolement du syndicalisme enseignant par rapport aux centrales ouvrières, la politique de collaboration de classe de la majorité fédérale expliquent le départ de nombreux militants à la CFDT. (C'est à dire le S.G.E.N.). Cette tendance a joué à plein pour R.S. (qui a perdu plus du tiers de ses mandats) dont le propos central est : « Ralliement à la plate-forme d'unité d'action CGT-CFDT ». Faut-il rappeler à nos camarades de R.S. que ce type d'accord n'est en général que l'expression bureaucratique de l'aspiration unitaire des travailleurs.

Jamais l'écart n'aura été aussi grand entre l'impact des idées révolutionnaires dans le mouvement enseignant et le parlementarisme syndical. Analyser ce paradoxe sera sans doute une tâche essentielle de l'E.E. pour la période à venir.

Jacques Papinsky...

Occupations d'inspections académiques, grèves d'établissements, manifestations, actions spectaculaires à Notre-Dame, dans les gares de Paris... à l'initiative de l'Ecole Emancipée, de la Renovation Syndicale, de trop rares sections syndicales SNI, SNES ou SGEN.

Télégramme unitaire de plus de 150 délégués au congrès de la FEN exigeant la réintégration immédiate... La direction de la FEN se borne à demander la « réouverture du dossier » ! Solidarité de tendance avec certains responsables de la révocation de Papinsky ? « Nous ne sommes pas des inconditionnels de la solidarité syndicale peut dire André Henry !

Haby, dès lors, propose « humainement » d'aider Papinsky, victime de l'arbitraire, amnistié à ... « trouver du travail hors de l'E.N. » Justice pour Papinsky ! Réintégration immédiate !

Le 16/2/76

DES COMPLICES PAR MILLIERS

L'APPEL DES 22 :

'JE DEMANDE A ETRE INCULPE'

Si « participer en connaissance de cause à une entreprise de démoralisation de l'armée en vue de nuire à la Défense Nationale », c'est mener des actions ou partager des opinions telles que :

détenir et diffuser des tracts exprimant les revendications des soldats.

fournir des moyens matériels aux soldats pour les aider à populariser et à faire aboutir leurs revendications. demander le libre exercice des droits démocratiques à l'intérieur des casernes.

être favorable au droit d'association des militaires, appelés, engagés ou de carrière.

réclamer l'application aux soldats de ces droits que même le préambule de la Constitution garantit à tous les citoyens.

j'affirme que je mène ces actions et partage ces opinions

je constate que des dizaines de soldats et militants, pour ces motifs, sont inculpés par la Cour de Sûreté de l'Etat

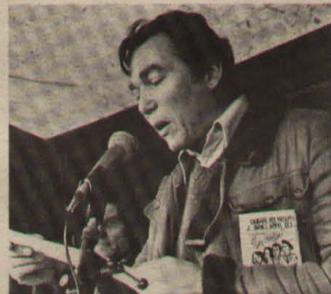
je demande donc à être inculpé

Ont signé cet appel :

S. de Beauvoir, Guy Bedos, Claude Bourdet, Jean Cassou, Jacques Chatagner, François Chatelet, J.P.Faye, Max-Pol Fouchet, Michel Foucault, Daniel Guérin, André Jeanson, Maurice Kriegel-Valrimont, J. de La Bollardière, Maxime Le Forestier, Georges Montaron, Claude Mauriac, Paul Noirot, Madeleine Reberieux, Serge Reggiani, Claude Roy, J.P. Sartre, Pierre Vidal Naquet.



Boisset lit l'appel de soutien aux inculpés.



Ils ont tous signé l'appel des 22.



Plus de 15 000 manifestants, venus de tous les coins de la France à l'appel du Comité National pour la libération des soldats et militants emprisonnés : il n'y a pas à hésiter, la manifestation du 15 février a été un succès. Mais il n'est surtout pas question de s'endormir sur nos lauriers : le pouvoir n'a pas cédé.

Basses manœuvres et grande mobilisation

Est-ce vraiment par hasard si le juge Gallut a fait relâcher la plupart des otages qu'il persistait à maintenir en prison (Jussiaux, Jullien Touati, etc.) sans que pour autant des éléments nouveaux soient intervenus

N'IMPORTE QUOI OU PRESQUE...

La marche du 15 février était une manifestation unitaire, donc composite. La diversité des positions sur l'armée s'y est largement exprimée. C'est une bonne chose : il y a là matière à débat réel est fructueux, à partir du moment où la solidarité face à la répression gouvernementale est posée en préalable absolu.

C'est sur cette base-là que nous nous interrogeons sur les pratiques et les mots d'ordre de certains groupes ayant participé à la marche.

Ainsi, vis-à-vis de ceux qui ont estimé devoir marteler le mot d'ordre : « Syndicat de soldats : syndicat du crime, syndicat de briseurs de grève », nous avons plus qu'une divergence. Dénoncer comme « criminels » en puissance ceux-là même que le pouvoir traîne devant ses tribunaux d'exception, voilà une pertinence politique qui nous échappe. S'en affirmer « solidaires et même complices » relève de la confusion mentale plus que de toute autre chose. Mais il faut aller plus loin. Il ne s'agit plus de confusion mais de crapulerie quand « certains groupes et organisations libertaires de la région parisienne » mettent sur le même plan : Bigeard, Massu, Bourges et... Séguy et Harnu ; plus Trotsky, sans doute pour faire bonne mesure. Quand les mêmes annoncent, dans le même tract : « Officiers de droite, officiers de gauche : mêmes crouvers ». Il faut vraiment résister pour ne voir là que de l'infantilisme. « Gauchiste, sous l'uniforme tu restes un imbécile... ? Cette forte « radicalité » antimilitariste qui discerne un front commun entre Krivine, Bigeard en passant par Lagullier, Harnu et Séguy est sûrement le socle de solidarité dont les inculpés de Gallut ont besoin !

au niveau de l'instruction proprement dite ? Avouons-le, quitte à faire du mauvais esprit : tout s'est passé comme si l'on avait voulu désamorcer la mobilisation suscitée autour de la marche parisienne du 15 février. Basse manœuvre.

A l'heure où nous écrivons, juste après la marche, Jacques Stambouli et Claude Baudoin restent encore emprisonnés. L'arbitraire est total : leurs dossiers sont aussi vides que ceux des camarades que Gallut, a, enfin, jugé opportun de libérer. Mais le scandale ne tient pas seulement à l'incarcération des otages, civils et militaires. Le scandale, c'est aussi le maintien des cinquante et quelques inculpations. C'est aussi la répression sournoise ou brutale qui continue à frapper les soldats qui, dans les casernes, luttent pour l'obtention de leurs justes droits. C'est la répression qui continue à frapper tout ceux qui sont suspects de leur apporter une aide concrète.

Les petits calculs du juge Gallut ne pouvaient donc court-circuiter, aussi peu que ce soit, le succès d'une initiative s'appuyant sur des dizaines de meetings, sur des dizaines de motions syndicales appelant à la solidarité, sur des milliers et des milliers de signatures de soutien à la pétition du Comité national.

Oui, la manifestation a été un succès. Et malgré un dernier obstacle qui, lui, ne devait rien au machiavélisme à la petite semaine du pouvoir : le froid glacial de ce dimanche qui incitait peu à mettre le nez dehors. C'est à plus de 15 000 que nous nous sommes retrouvés, entre la République et la Plaine St Denis. Un parcours ingrat, mais obligé : ce n'est pas nous qui avons choisi l'emplacement de la Cour de Sûreté !

Un cortège coloré, avec ses banderolles, ses ballons, ses multiples gags ou trouvailles tout au long du parcours. Un cortège où s'exprimait, à la fois l'humour et la colère, la dérision et la volonté de lutter jusqu'au bout. Un cortège unitaire aussi. Par delà les divergences d'orientation sur la question de l'armée — divergences souvent profondes — l'accord était unanime : libération de tous les camarades, levée de toutes les inculpations. Cortège ouvrier enfin : de nombreuses sections syndicales, notamment CFDT, étaient présentes, de nombreux camarades des banques, de la Fonction publique, du secteur Santé, etc.

Les 53 inculpés avaient des milliers de complices (« Oui ! nous sommes anti-militaristes, inculpez nous, si vous l'osez ») C'est cette solidarité absolue, avec tous ceux que le pouvoir



réprime, qui a été symbolisée par le dépôt au fort de l'Est de l'ensemble des badges signés par les manifestants ou chacun revendiquait le droit d'être inculpé, lui aussi, pour « démolisation ».

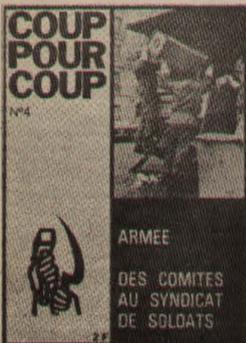
Et maintenant ?

La marche du 15 était une étape importante, mais ce n'était qu'une étape. Stambouli et Baudoin restent en prison. Nous voulons la libération de tous les camarades emprisonnés. Nous voulons la levée de toutes les inculpations.

Car si on s'est rendu compte, en haut lieu, de l'impopularité des emprisonnements, on n'en a pas pour autant renoncé à faire peser la menace de lourdes peines sur la tête de plusieurs dizaines de camarades. Cela doit cesser. Comme doivent cesser les intimidations, interrogatoires et perquisitions que le Juge Gallut persiste à multiplier ces derniers temps. Presse et indiscretions calculées font actuellement état de nouvelles inculpations possibles, plus « crédibles ». Il faut certes s'attendre à tout, de la part de Giscard-Chirac : l'opération « cour de sûreté » est conçue pour avoir plusieurs détentés, variables selon les ripostes du mouvement ouvrier. Plus que jamais il faut donc se mobiliser pour mettre fin à cette gigantesque campagne de quadrillage et de répression.

Il y a quelques jours seulement, les organisations se réclamant du Programme Commun affirmaient leur volonté de faire face aux attaques du pouvoir. On attend toujours les conséquences pratiques. « Pas de défense des libertés sans libertés pour les soldats » criions nous le 15. L'unité face à la répression en est le corollaire direct.

LE POUVOIR NE DEMORD PAS. Dans les entreprises, les quartiers, les écoles, la mobilisation ne saurait s'interrompre.



LA MOBILISATION CONTINUE

De nombreuses instances syndicales prennent position en faveur de la libération de tous les emprisonnés, de la levée de toutes les inculpations, de la suppression des tribunaux d'exception, de l'obtention des droits démocratiques pour les soldats. Parmi les dernières prises de position avant la marche du 15, on note entre autres les motions des sections techniques CGT-CFDT (motion commune) du Sernam d'Orléans, du Congrès du Syndicat CFDT de la Préfecture de Paris, de la section CFDT-Cheminots des Agents de trains de Lyon Perrache, de la section SNES du LEM de Montluçon, de l'UD-92, de l'UD-78, etc.

La mobilisation ne doit pas s'interrompre, il faut faire céder le pouvoir. Aux lendemains du 15, les camarades du Comité de soutien de Mende organisaient un gala de solidarité rassemblant plusieurs centaines de personnes. Les camarades de la Seine St Denis expliquent comment ils comptent développer leur campagne (voir ci-dessous).

Le 15 n'était qu'une étape...

EN SEINE SAINT DENIS

● La campagne pour la libération des soldats emprisonnés a été active en Seine St Denis. Le fait que le pouvoir s'en soit pris aux UL de Noisy, Sevran, à la CFDT-PTT, à l'UL-CFDT, que nombre d'inculpations et d'arrestations aient eu lieu, tout cela a entraîné une riposte de masse sur l'ensemble du département.

Plus de 10 comités sont constitués à St Ouen, St Denis, Aubervilliers, Noisy, Sevran, Montreuil, etc.

Ils ont mené une campagne importante. Des meetings ont été tenus dans toutes les villes, dans les lycées. La pétition a été massivement signée dans les entreprises et sur les marchés.

Des initiatives originales ont été prises par les Comités : sketches à St Ouen, banderoles portées par des ballons à l'hélium à St Denis au dessus du fort de l'Est, etc.

Une coordination des comités de la Seine St Denis a été mise sur pieds. Elle a regroupé plusieurs centaines de manifestants au cours de la marche du 15.

Cette coordination prépare un « 6 heures » sur l'armée qui s'intègre dans une campagne sur l'ensemble du département. Cette initiative va être l'axe central de l'activité des comités et va permettre, outre la défense de tous les camarades, de relancer le débat sur le soutien aux soldats, sur l'antimilitarisme.

Correspondant

Déclaration de la délégation du BVD hollandais présente à la manifestation du 15

● Le BVD est une organisation de militants socialistes civils et appelés aux Pays-Bas. Nous regrettons la position adoptée par les partis de gauche et les directions syndicales dans l'affaire des comités de soldats. En Hollande également, lorsque fut créé le VVDM (syndicat des appelés) en 1966, les partis de gauche et les syndicats se désolidarisèrent de cette initiative. Mais lorsque les soldats se furent organisés dans les casernes, ne se contentèrent pas de réclamer leurs droits, mais les prirent, les partis de gauche et les syndicats se désolidarisèrent de cette initiative. Mais lorsque les soldats se furent organisés dans les casernes, ne se contentèrent pas de réclamer leurs droits, mais les prirent, les partis de gauche ne purent plus ignorer le syndicat des appelés.

Nous n'ignorons pas que la situation en France en 1976 n'est pas la même que celle qui existait en Hollande en 1966. Il n'y a pas de « modèle hollandais » qui puisse donc être transposé en France. Mais les soldats français et hollandais se comprennent, ils luttent pour les mêmes droits. Ils luttent contre le même système.

En Hollande aussi, la répression militaire est active. Les officiers n'ont pas renoncé à casser le mouvement des soldats, à mettre en cause les droits déjà conquis.

La lutte continue !

En une semaine, le BVD et le VVDM ont collecté 600 signatures de soutien aux soldats français parmi les soldats hollandais dans plusieurs casernes. Les signatures ont été transmises au comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés.

l'homme des casernes

● Dans les casernes, malgré la répression, la lutte continue.

* A Verdun, les camarades du Comité de soldats du 2ème Chasseurs (« Poilus en colère ») ont salué à leur manière, l'arrivée de l'incorpo 76/02. En envoyant à tous les nouveaux arrivés une lettre de bienvenue individuelle, à leur adresse civile. Cette lettre dénonce l'arbitraire militaire et informe sur les moyens d'y résister.

* A Dijon, le Comité du 27ème RI (« Bidasse en colère ») dénonce les conditions d'« entraînement » particulièrement inhumaines du Centre Commando de Kehl : brimades, sévices, manque d'hygiène, mépris des conditions élémentaires de sécurité, etc. Les camarades insistent sur les nombreux « accidents » que provoquent l'imbécilité de certains gradés lors des parcours du risque et des raids de survie. Le Comité rappelle dans son bulletin les conditions de la mort d'un des soldats du 27ème, N'guyen, en décembre dernier, mort due à des conditions de sécurité non respectées.

« Bidasse en colère » se déclare enfin solidaire de tous les soldats et militants inculpés.

COMMUNIQUE

● Nous soldats du 26° RI à Nancy, devant les problèmes rencontrés dans notre caserne, et devant l'impossibilité de nous

exprimer ailleurs que dans la clandestinité, nous sommes regroupés en Comités de soldats.

Nous voulons ainsi briser le mur du silence qui entoure les problèmes des appelés, et montrer que les inculpations de nos camarades de Besançon et d'ailleurs, n'ont pas pour autant résolu la situation.

Notre action continue sur les mêmes bases de revendications : **Les soldats sont des travailleurs affectés à un service public de défense**, ils rencontrent des problèmes de condition de vie, de travail, de rémunération. Ils doivent pouvoir dans la légalité poser leurs problèmes et défendre leurs revendications. Nous réclamons l'arrêt des poursuites de la Cour de Sécurité de l'Etat contre les civils et les militaires inculpés, nous réclamons la libération immédiate de tous les militaires arbitrairement emprisonnés.

Après la distribution vendredi matin de « Qui s'y frotte, s'y pique » (journal du Comité de soldats), la hiérarchie militaire a réagi en emprisonnant au 26° RI, 5 jeunes appelés. Ceux-ci ont été choisis « au hasard », l'injustice militaire voulant faire un exemple.

Préparons nous à les défendre. Comité de soldats du 26° RI.

LA CFDT ET L'ETAT

● Un des débats les plus fréquemment évoqués par la CFDT est « la transition au socialisme ». En effet, la perspective autogestionnaire reste très générale et constitue plus un fonds de référence qu'un axe clair.

Or les échéances politiques obligent aujourd'hui les organisations ouvrières à clarifier leurs positions et à aborder — même de manière déformée — les problèmes concrets du passage au socialisme.

Un débat tranché ?

A suivre les publications des positions CFDT sur ce thème on se rend compte que, malgré l'absence de discussions claires dans la confédération, il y a une évolution très nette. On pouvait lire dans « Syndicalisme magazine » n° 1415 de novembre 1972 (numéro sur l'autogestion) : « Pour réaliser l'autogestion, il faut d'abord exproprier les capitalistes, ce qui suppose au moins la prise de pouvoir central (page 17) ».

Plus loin, on parlait de « Conseils d'entreprises élus » et on précisait : « L'essentiel c'est qu'aux différents niveaux, les hommes et les femmes concernés ne se contentent pas d'élire des représentants qui décident pour eux. Dans chaque cas important, une réelle prise de décision collective doit aussi avoir lieu... De plus, les représentants élus doivent être soumis à un contrôle permanent, leurs décisions ne doivent pas être prises en secret. » Enfin, page 21 « le mot d'ordre d'autogestion qualifie un processus collectif de décision, le fait pour les hommes de se diriger eux-mêmes. Et, bien effectivement, la planification dans une société socialiste sera établie démocratiquement, elle sera justement un des moyens qu'utilisent les hommes à l'échelle d'une région ou du pays tout entier pour dominer leur destin ».

A la lecture de ces textes on pouvait donc croire en 1972, que l'autogestion et la planification s'appuyaient y compris au plan national sur la représentation des conseils.

Ceci est extrêmement important car toute discussion sur la transition est déterminée par la question de l'organisation étatique, de « qui décide ? » D'ailleurs Edmond Maire et Jacques Julliard, dans leur livre « La CFDT aujourd'hui » reconnaissent que : « Chaque fois que les classes ouvrières échappent à leur tutelle habituelle, se sont trouvées livrées à elles-mêmes face à des décisions à prendre, c'est dans le sens d'une organisation de masse qu'elles se sont déterminées. » (Page 175) ; de même, « spontanément la classe ouvrière est favorable à son auto-organisation collective. La forme des conseils ouvriers, forme révolutionnaire transitoire s'observe en Russie (1917), en Allemagne (1918), en Italie (1919-20), en Tchécoslovaquie (1968), serait là pour le prouver. »

Mais il semble que la direction CFDT ait aujourd'hui tranché le débat sur l'Etat, qui n'a, à notre connaissance jamais eu lieu puisque maintenant, dans la revue « CFDT aujourd'hui » n° 17 on peut lire « Dans ce schéma, les travailleurs ont une responsabilité totale de la gestion de leurs instruments de production dans le cadre des directives du plan. Ces choix des finalités (traduites en termes économiques) sont l'objet du débat politique instauré à tous les niveaux pour se conclure au parlement ». (N.D.L.R. : c'est nous qui soulignons). Ainsi donc, finie la prise de décision collective, fini le contrôle permanent des élus, tout cela est abandonné au profit de la réaffirmation du rôle du Parlement.

Le débat sur la transition et sur l'Etat, déjà escamoté à maintes reprises est ainsi renvoyé au rang des rêveries utopiques. Ceci va d'ailleurs de pair avec l'affirmation de la « voie électorale » comme moyen de passage privilégié

au socialisme, comme l'affirme l'avant-projet de résolution pour le 37^e Congrès : « Il n'y a pas lieu d'opposer la voie électorale et les mobilisations de masse ».

L'Etat des conseils

Mais ce qui est en cause plus fondamentalement à travers tous ces méandres, c'est le problème suivant : les travailleurs peuvent-ils aller au socialisme en gardant la structure étatique actuelle, bien sûr « démocratisée, réformée, etc. » ; ou bien cet appareil d'Etat est-il lié, par sa nature même à l'oppression d'une majorité par une minorité ? En d'autres termes, les travailleurs ont-ils besoin à terme d'une institution séparée, spécialisée, afin d'exercer leur pouvoir ? Nous pensons qu'il existe une forme d'organisation beaucoup plus démocratique, qui tend à briser l'opposition entre gouvernants et gouvernés, entre ceux qui décident et ceux qui exécutent : les conseils de travailleurs. Dans ce type de structure représentant directement les travailleurs, peut se faire jour un mode de gouvernement où tous participent, à tour de rôle, aux fonctions sociales, où ceux qui décident quelque chose l'exécutent aussi.

Ceux qui refusent cette perspective le font en fait au nom de l'incompétence des travailleurs, de la complexité du gouvernement. C'était là un des arguments de la direction CFDT contre la candidature de Charles Piaget à dernière élections présidentielles : « Il est incompétent pour une telle fonction ». En effet les travailleurs sont « incompétents » pour utiliser l'Etat actuel, modèle de complexité destiné à cacher sa vraie nature d'instrument d'oppression. Mais cela veut dire que la classe ouvrière doit mettre en place d'autres structures dans lesquelles les masses pourront être « compétentes » pour décider de leur sort.

Cela implique bien sûr des changements profonds tendant à donner les moyens aux travailleurs de s'organiser et de diriger la société : c'est l'élévation générale de l'éducation, mais surtout la réduction massive du temps de travail qui, permettent la participation permanente de tous aux affaires publiques. Car il est illusoire de penser qu'une journée de travail de huit heures, sans compter les transports, les travaux ménagers, etc., permette ces décisions collectives.

D'autres conditions encore sont nécessaires : clarté des choix fondamentaux proposés aux Conseils, élection et révocabilité permanentes des « fonctionnaires », juges, etc., qui ne doivent pas bénéficier d'un salaire supérieur à celui du reste des travailleurs.

Ce sont là les conditions d'application d'une option fondamentale : l'auto-organisation collective des travailleurs détruisant et remplaçant la machine d'oppression violente qu'est l'Etat bourgeois.

L'avant-projet de résolution envisage « l'articulation des conseils ouvriers (appelés pudiquement « nouvelles structures » de pouvoir), qui à la base discutent, donnent des avis, mobilisent les travailleurs, prennent des décisions locales limitées, avec l'Etat central garant contre les débordements et l'« anarchie ». C'est oublier que par nature même, l'Etat, expression violente de l'oppression d'une minorité sur une majorité, est contradictoire avec l'organisation des conseils, au contraire basée sur l'exercice quotidien, collectif, de la gestion de la société.

D'autant que l'Etat a créé et développé pour les besoins de l'oppression, une série d'institutions directement répressives — armée, justice, police — qui tendent à s'autonomiser, à avoir leurs règles de fonc-



A armes égales ? Edmond Maire face à Fontanet (à l'époque ministre du Travail).

tionnement propre, leur arbitraire propre. Ce sont là des corps totalement soustraits au contrôle social, à vocation répressive permanente, chargés d'appliquer la volonté d'une minorité qui ne maintient son pouvoir en cas de crise que grâce à eux.

Alors, doit-on et peut-on « articuler » ces corps avec le pouvoir des conseils ? Il est d'ailleurs évident que les réformistes conséquents et cohérents du PS et du PC n'ont aucunement l'intention d'articuler quoi que ce soit. Ni le PS ni le PC ne veulent d'auto-organisation des travailleurs, encore moins de leur pouvoir. Les travailleurs seront « consultés », ils pourront continuer à mettre leurs bulletins dans l'urne, peut-être un peu plus souvent. Mais en aucune façon, il n'est question de toucher à l'Etat, à ses institutions, sauf pour un ravalement de façade. Alors que fera la CFDT si son projet d'articulation harmonieuse ne voit pas le jour (comme au Portugal) ? Sera-t-elle du côté des conseils ou du côté du Parlement bourgeois ? L'attitude de la direction confédérale lors des élections présidentielles, ses liens avec le PS et son affirmation dans le document de la CFDT sur les relations partis-syndicats : « la fonction spécifique des partis politiques et de conquérir et d'exercer le pouvoir politique » ne laisse guère de doute malgré sa profession de foi autogestionnaire.

les leçons de l'histoire

La première décision de la Commune de Paris a été la suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple en armes.

Puis, la police et les fonctionnaires furent dépouillés de leurs attributs politiques et transformés en un instrument de la Commune responsable et révocable à tout moment.

Lors de sa venue au gouvernement, la première démarche d'Allende fut de garantir à l'armée et à la police qu'on ne toucherait pas à elle, qu'il n'y aurait pas de changement pour elles.

Aussi caricatural qu'il puisse apparaître, le débat est ainsi posé. Pour Karl Marx, la Commune avait déjà tranché : « La Commune notamment a démontré que la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre la machine de l'Etat toute prête et de la faire fonctionner pour son propre compte » (la Guerre civile en France). Depuis, de nombreux exemples ont montré

qu'une réelle prise de pouvoir par les travailleurs impliquait la mise en place de nouvelles structures.

Cela a le plus souvent pris la forme de conseils ouvriers (Russie, Allemagne, etc.).

Mais ce qui caractérise toutes ces tentatives, c'est la volonté d'en finir avec l'Etat bourgeois.

LES CONTRATS EN QUESTION

■ La politique gouvernementale en matière de contrats salariaux reste ferme : aucune garantie du pouvoir d'achat. Les négociations qui se sont déroulées du 16 au 18 février en ont apporté une nouvelle preuve. Le principe reste le même. Ne rien céder.

Face à cela, l'attitude de Force ouvrière et de la Fédération de l'éducation nationale doit être dénoncée. En manifestant leur désir de signer, presque à tout prix, ces fameux contrats, ils lient les mains des travailleurs pour des clauses qui n'apportent aucune amélioration à leur sort.

La CGT et la CFDT refusent de signer de tels contrats. Mais elles développent l'illusion qu'il serait possible d'obtenir « de vrais contrats », leur attitude de refus, correcte par elle-même, devrait logiquement les entraîner à développer l'action pour imposer les revendications non prises en compte par les contrats.

Car, il faut le dire, un contrat contre lequel on ne lutte pas est un contrat qui s'applique. Pareille éventualité serait dommageable pour la CGT et la CFDT. Elle permettrait à F.O. et à la FEN d'affirmer : « nous obtenons très peu, mais qu'obtiennent la CGT et la CFDT ? ».

Pour gagner, il faudra lutter. C'est aussi une des leçons de cinq années de politique contractuelle que les travailleurs commencent à tirer.

S.M.

Télégrammes

Société nationale des pétroles d'Aquitaine (SNPA)

● La grève du 12 février a été un succès. Environ 95 % de grévistes ? Les assemblées générales ont réuni de nombreux travailleurs. A Lacq, par exemple, 1200 personnes se sont rassemblées durant deux heures. Pendant le reste de la journée, les grévistes ont diffusé un tract à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires dans la région.

Moureux

● A la SOBEGI (produits pharmaceutiques de base), l'action du groupe information santé (GIS) de Moureux a permis d'imposer l'arrêt du fonctionnement, jusqu'à la mise en place de moyens anti-polluants. Les mauvaises odeurs n'atteindront plus la population, mais des risques réels demeurent pour les 65 employés.

Orthez (Béarn-Chaussures)

● Licenciés depuis le 15 janvier, les travailleurs refusent le chômage. Ils ont recommencé la production avec de la matière première fournie par les organisations ouvrières solidaires de leur action.

BRETONCELLES : 14 MOIS DE LUTTE

« L'USINE NE VIVRA PAS SANS NOUS »

L'entreprise va retourner. Une première bataille a été gagnée à Bretoncelles. Mais le PDG déclare : « je ne connais pas les travailleurs d'ex-Piron ».

■ Après la réunion d'octobre avec les pouvoirs publics qui a eu lieu au ministère de l'Industrie, après une tentative de démantèlement quelques jours auparavant que nous avons repoussée, ils nous apparaissent clairement qu'après un an de lutte, le début 76 serait une échéance. Le syndic Rossi, les pouvoirs publics voulant se débarrasser d'un brûlot, les créanciers voulant récupérer leur argent (629 millions anciens de dettes, 300 créanciers) ; quant à nous, travailleurs de Bretoncelles, la fin du chômage. C'est vrai mais ce fait renforce notre détermination, notre volonté de durcir la lutte. Nous devons contrôler parfaitement l'entreprise et mener une campagne d'explication la plus large possible en direction des travailleurs et de la population.

La section CFDT, le comité de lutte, l'Union de secteur de Mortagne interprofessionnelle, l'Union régionale basse-normande, les comités de soutien, dont de nombreux paysans mènent l'action à des niveaux différents. Nos camarades de Caron-Ozanne nous tirent à cette occasion un millier d'affiches.

● 17 janvier : le syndic Rossi nous annonce la présence d'un industriel vivement intéressé et nous souffle : « C'est vrai ; surtout ne bougez pas ! le patronat régional serait heureux que cela

se casse la gueule ! » Nous nous empressons de lui désobéir : crac, communiqué de presse, réunion d'information. Il faut rapidement enfermer la situation.

● 2 février : une entrevue avec la section syndicale CFDT, l'Union de secteur CFDT et Lecornec, Préfet de l'Orne nous apprend le nom et la raison sociale de l'industriel en question : les frères Chevrier — SODEM, industrie dans le Val d'Oise. Après 14 mois de lutte, une première bataille est gagnée. La société ex-Piron est vendue pour une bouchée de pain. 23 mois de location-vente à 1,2 millions d'AF par mois, puis 95 millions d'AF en cinq ans, à 8 %. Nous n'avons eu aucun contact avec cet industriel. Diverses sources confirment nos inquiétudes : les ouvriers ex-Piron sont « indésirables »...

● Vendredi 13 février : les frères Chevrier, Delhalle — ex-chef de fabrication aujourd'hui directeur de la nouvelle société SODEM — et une dizaine de personnes se présentent à l'entreprise. Quelques minutes après, une délégation de la section syndicale est sur place, exige une entrevue pour régler les modalités de reprise pour l'ensemble du personnel. La réponse est tranchante : « ex-Piron ? Connais pas ! Peut-être une réunion dans une quinzaine de jours à la Mairie après la reprise, et pas plus de trois... »



Les policiers venus, d'après la presse, pour « parer à tout incident » font face aux grévistes.

avant d'être expulsés par les policiers. Cette combativité montre que les cheminots refusent de faire les frais de la rentabilisation capitaliste à la SNCF. Au-delà de cette riposte, se pose le problème d'une lutte d'ensemble des cheminots.

Correspondant

Les Aubrais (Orléans) Les cheminots passent à l'action

● Prêtextant une « diminution du trafic », la direction SNCF avait envisagé de supprimer 70 postes au triage. Ce qui résultait d'un changement complet des roulements mis en 2 x 8. Une grève de protestation de 28 h. était décidée pour le vendredi 13, par l'ensemble des syndicats. Le mouvement était suivi à 100 %, cadres inclus. La direction tentait de « figer » le trafic pour diminuer l'impact du mouvement. Rendus furieux, les cheminots s'emparaient des clés de frein, bloquant les trains et occupaient les quais de gare. Au nombre de 200, ils tenaient les lieux deux heures

Coincidence

● Il y a quelque temps, Ambroise Roux, vice-président du CNPF, déclarait : « il faut modifier le régime électoral. Rien ne saurait justifier que tout salarié ne puisse, d'emblée, faire acte de candidature au comité d'entreprise ». L'abolition du « monopole syndical » aux élections professionnelles est devenu, ces derniers temps, le cheval de bataille de nombreux parlementaires U.D.R. et R.I. Il ne manquait plus qu'une voix dans ce concert : celle de la C.F.T. Auguste Blanc, nouveau secrétaire général de ce « syndicat », apporte son soutien à cette campagne : « nous nous battons pour obtenir la liberté de candidature au premier tour des élections

professionnelles » a-t-il déclaré dans « L'Indépendance Syndicale » de janvier-février 1976.

Dans ce même numéro, la C.F.T. part en guerre contre le « gangstérisme syndical » chez Renault. Elle attaque juste là où le bât la blesse ! En fait de gangstérisme, elle en connaît un bout. Les récentes aventures de Jacques Prévost (de l'affaire Hazan), qu'elle a fréquenté à l'agence Nota-spécialisé dans le recrutement de mercenaires — en sont un dernier témoignage. Comble d'ironie : une résolution annonçant une « campagne revendicative » s'intitule : « résolution coup de poing C.F.T. 1976 ». C'est pousser la plaisanterie ou l'inconscience un peu loin !

ROL-LISTER (Guingamp)

● L'entreprise Rol-Lister travaille dans la branche des travaux publics, surtout en Bretagne. Son siège régional est à Rennes. Une grève a éclaté dans les ateliers mécanique-réparation. Le patron a cédé, en particulier sur le problème de l'alignement des salaires de l'agence de Guingamp sur celle de Rennes.

Correspondant

le 12 février

923
représentants
du personnel
licenciés
en 74

■ Une enquête du ministère du travail a montré que la loi sur la protection des délégués du personnel n'était pas respectée par les employeurs. En 74, 923 délégués du personnel ont été licenciés, dont 655 pour motif économique et 268 pour motif disciplinaire. Ce qui représente un nombre considérable de délégués licenciés pour leur activité de défense des intérêts des travailleurs car sous couvert de « licenciement économique » sont visés, comme par hasard, les délégués syndicaux.

Parmi les délégués syndicaux licenciés pour raison disciplinaire, on trouve 129 membres de la CGT, 30 de la CFDT, et 29 de FO. Là encore, les deux syndicats les plus visés sont ceux à qui les travailleurs font massivement confiance pour défendre leurs intérêts.

Signalons enfin que sur ce nombre 17 seulement ont fait l'objet de procès-verbaux pour « licenciement illégal ».

Quand on ajoute à ce chiffre que les inspecteurs du travail ont accepté 70 % des demandes patronales, on aura une idée de ce qu'est aujourd'hui la justice.

UNELEC (Vierzon) : grève avec occupation

■ C'est une grève avec occupation d'usine commencée le mercredi 4 février. C'est une entreprise du trust CGE, 400 ouvriers.

Mardi 3 février, assemblée générale qui a réuni 300 personnes environ, et à la majorité de 202, ils ont décidé la grève avec occupation. Ils occupent.

Les mots d'ordre :
- 10 % d'augmentation avec 200 Francs minimum
- Mise en cause de la grille de salaire signée sur le plan national par la CGC et FO.

Entreprise métallurgique qui fabrique des palans, elle doit livrer une autre usine d'Orléans, qui risque de se trouver coincée.

Des actions de solidarité sont envisagées sur d'autres entreprises de la métallurgie de la localité.

Le 7 février
Correspondant

Evron (Mayenne) Répression anti- syndicale

■ Le 29 janvier (soit trois mois après la grève) certains ouvriers de la SOCOPA ont reçu de la direction générale une lettre recommandée les informant « d'une action en dommages et intérêts devant les tribunaux civils ».

D'autre part, on compte trois licenciements abusifs à Evron et un quatrième à Montsuris, petite ville de la Mayenne elle aussi. Les sections syndicales d'Evron ont pris position contre toutes ces atteintes aux libertés syndicales.

Correspondant

Rouge 336 page 10

le patron a dû reculer

(Dreux)

Manifestation des travailleurs
de la Radio-technique.

Depuis plusieurs semaines, la région drouaise connaît des luttes importantes. A la Radio-Technique, plus de 1000 travailleurs, pour la plupart immigrés, se sont mobilisés. A plusieurs reprises ils se sont retrouvés dans des manifestations massives au centre de cette bonne ville de Dreux, habituée à plus de tranquillité. Après 15 jours d'action (débrayage, grève à mi-temps) ils ont décidé la grève illimitée bientôt suivie de l'occupation de l'usine **MARDI 10 février.** Après de nouvelles propositions de la direction, ils ont voté la reprise du travail ce lundi 16 février.

■ Leur adversaire était de taille : la Radio-Technique Compelec (R.T.C.), un des premiers constructeurs de télévision en FRANCE « FILIALE DU TRUST Philips, qui emploie 600.000 travailleurs dans le monde dont 1/10 en France.

La bourgeoisie locale n'a pas hésité à employer tous les moyens pour discréditer cette lutte en la présentant dans sa presse comme minoritaire et appelant, bien sur, à « la liberté du travail » face aux piquets de grève. Le sénateur-maire J. Cauchon (centre-démocrate), champion de la qualité de la vie en profite pour exposer ses conceptions sur l'immigration dont on pourra juger par l'extrait ci-contre.

Si l'on ajoute à cela la menace constante d'une intervention policière, on aura un aperçu des difficultés qu'ont rencontré les travailleurs pour qui c'était la première lutte d'ampleur depuis mai 68.

Ainsi, le 16 février, la direction a reculé. La principale revendication (5% sur les salaires) qui avait réellement mobilisé tout le monde est à peu près satisfaite : 96F pour les équipes en 3 x 8 75F pour ceux qui travaillent en journée. Pour ce qui est de la réduction d'horaire, c'est une heure de moins sans diminution de salaire ou 4 samedis de moins dans l'année pour les équipes er 3 x 8 Pour le reste, rien n'est gagné définitivement : la réduction des cadences dépendra de ce qui pourra être imposé quotidiennement au patron. Quant aux femmes elles avaient avancé leur propres revendications : pouvoir accéder aux deux derniers échelons qu'elles étaient auparavant interdites. De ce côté là, elles devront se contenter de quelques promesses de la direction.

C'est malheureusement par un lettre-tract de lundi matin que les grévistes ont appris le résultat des

négociations. L'ambiance était plutôt maussade lors de l'assemblée générale qui suivit et qui regroupait les travailleurs présents. Les propositions de la direction, bien qu'incomplètes, étaient peut-être bonne à prendre : la reprise fut votée pour le lendemain.

Les acquis de la lutte

L'acquis principal de la lutte c'est la capacité pour des travailleurs, la plupart immigrés, souvent inexpérimentés de se mobiliser massivement pour leurs revendications, d'apprendre à lutter (manifestations, occupation, piquets de grève) et de s'organiser syndicalement.

Tout au long de la lutte, la participation massive et spontanée aux quelques activités proposées (piquets de grève, commission bouffe...) a démontré la combativité réelle des travailleurs : lorsque des bruits ont couru d'une intervention policière, le piquet de grève fit le tour des foyers et ramena plus de 500 travailleurs aux portes de l'usine.

Au bout de trois semaines de grève, le racisme dans l'usine a pris un coup dans l'aile. Tout le monde, français, immigrés, s'est retrouvé au coude à coude.

Ces conditions pouvaient faire espérer plus. Les résultats obtenus ne suscitent pas l'enthousiasme général ! Aussi, il convient de tirer les leçons de l'expérience pour les prochaines luttes.

Les faiblesses du mouvement

A l'origine, la revendication des 5% avait été avancée par l'atelier de finition. On ne peut pas dire qu'il y ait eu beaucoup de discussion avant que la CGT en fasse sa plateforme. Pourtant, les assemblées générales n'avaient pas manqué au début de la lutte. D'autres propositions étaient possibles. C'est ainsi que la plateforme intersyndicale au niveau du



trust RTC qui avance 250F pour tous n'a été ni discutée, ni rendue publique.

Au cours des assemblées générales, quotidiennes avant l'occupation, seuls quelques responsables syndicaux prenaient la parole. L'occupation aurait pu permettre un développement de la démocratie ouvrière. Au contraire, les assemblées générales ont progressivement disparu.

Il est fort probable que l'absence d'animation de la grève et de démocratie a amené des travailleurs à se désintéresser de la grève. C'est ainsi que les femmes, pourtant mobilisées au début — elles avaient menacé de quitter le mouvement si leur voix n'était pas entendue — s'étaient progressivement désintéressées du mouvement. Elles n'ont pas pu pousser leurs revendications jusqu'aux négociations.

Un autre point noir a été le manque de solidarité autour de ceux de la Radio-Technique. Dreux compte pourtant une autre usine du trust qui a une production complémentaire. Rien n'a vraiment été fait pour organiser l'action en commun. Dans les autres entreprises de la ville, peu d'information prise en charge par les syndicats.

Au niveau du trust, les contacts sont restés sans effets : alors qu'une usine à Tours (COGECO) a connu le chômage technique, à Dreux, c'est l'augmentation des cadences. Les usines d'Allemagne ou de Hollande étaient prêtes à suppléer la production manquante, au cas où la grève persisterait. Face aux multinationales, toute épreuve de force se situe rapidement au niveau national ou international.

Au delà de ces aspects négatifs, la lutte a renforcé les travailleurs. Nombreux sont ceux qui tirent les premières leçons et sont déterminés à aller plus loin.

P.L.

FOUGERES: REHAULT, ON OCCUPE!

■ Après plus de 100 petites entreprises de chaussures fermées en quelques dizaines d'années, c'est au tour de l'entreprise Réhault. 600 travailleurs se retrouvent « à la porte » après plus d'un an de chômage partiel pour certains services. 600 chômeurs qui viennent s'ajouter aux 1500 que compte environ Fougères actuellement.

Mais pour les travailleurs de Réhault, pas question de « s'expatrier », pas question même de quitter l'entreprise, sans broncher : on refuse tout licenciement et on occupe !

En assemblées générales, on organise la mise en place de commissions (popularisation, surveillance et garde des stocks, etc.), et point important, avec un

groupe de travailleurs des tanneries d'Annonay venu sur place on travaille à lier les deux luttes.

D'autre part, on craint pour les semaines sinon pour les jours à venir, d'autres fermetures d'usines ou des licenciements massifs (Morel chaussures, Mamoir talons).

A l'exemple des travailleurs de chez Réhault, et avec le soutien sans exclusive des organisations syndicales et politiques, c'est l'ensemble des travailleurs de la chaussure qui, unis doivent se battre pour refuser tout licenciement.

Dernière minute : dépôt de bilan chez Maunoir

Correspondant



Les cercueils symbolisent les entreprises fermées



NANTES :
grotesques
inculpations
d'un éducateur
et d'un responsable
de MJC



manif en 73
quand les éducateurs
refusent
de jouer le jeu du pouvoir
(Fotolib)

POUR UN PAQUET DE PRESERVATIFS ...

Une solution
radicale
au chômage :
« Dehors
les immigrés ! »

Selon J. Cauchon
Sénateur Maire de Dreux

Il est certain que la proportion d'immigrés qui atteint 15,7% par rapport à l'ensemble total des habitants de Dreux, dépasse le seuil de 10 à 15% au-delà duquel les sociologues estiment que cette présence peut présenter des difficultés...

Il est nécessaire de les aider à s'adapter à notre manière de vivre, pour cela il ne faut pas qu'ils soient trop nombreux. Malheureusement, il n'est pas dans les pouvoirs du maire de limiter l'arrivée des immigrés dans sa commune, ce qui ne m'empêche pas de multiplier les démarches afin de parvenir à une proportion beaucoup plus raisonnable...

.. Mais, à l'heure actuelle, la situation s'est aggravée, la récession a provoqué un chômage important qui a durement frappé la main d'œuvre étrangère.

A lors pourquoi arriver jusqu'à Dreux des travailleurs qui ne trouveront pas d'emploi ou qui prendront des postes que nos ouvriers pourraient occuper ?

Il est nécessaire de fermer hermétiquement nos frontières et même de faciliter le rapatriement de ceux qui veulent partir. Je pense qu'il était bon de faire le point sur l'importante question des travailleurs immigrés et de faire connaître les responsabilités de chacun car les décisions à prendre pèseront lourd dans l'avenir de la France et de notre région.

Pour ma part je suis décidé à poursuivre une action énergique afin de rétablir l'équilibre à la qualité de la vie dans notre ville et nos cantons.

Rectificatif

La semaine dernière nous avions écrit dans l'article que le procès des militantes du MLAC d'Aix que 4 des inculpés étaient membres de la CFDT, c'était une erreur à rectifier comme suit :

Sont inculpés de tentative d'avortement et d'exercice illégal de la médecine :
Nicole Grand
OS à la SEMSCO (filiale de Thompson) déléguée du personnel CFDT
Ghislaine Hennoq :
Caissière à Euromarché
Déléguée du personnel CGT
inculpées de complicité d'avortement, 3 autres femmes qui ont prêté leur avortement.
Toutes les 6 sont au MLAC.

A Nantes, un éducateur de prévention et un responsable de M.J.C. sont inculpés d'« excitation de mineurs à la débauche ». Leur procès aura lieu le 10 mars à 14h au Tribunal correctionnel. Ce pourrait bien être le procès de l'ordre moral à en juger par la mobilisation en leur faveur !

■ La cité HLM des Dervallières à Nantes a 12.500 habitants. Une brochure du Collectif national de prévention explique qu'entre les jeunes de la cité s'établissent des relations sexuelles très précoces (14-16 ans) et mal maîtrisées, le plus souvent clandestines, lors de fugues, dans les caves, les toilettes du supermarché, les garages. Les garçons s'entendent entre eux pour « avoir une fille ». Les filles ont peur des garçons tout en ayant une attitude contradictoire de séduction. Elles restent isolées et passives. L'information sexuelle se fait de façon honteuse, par les concubines, les graffitis, les gestes « obscènes ». Aucune relation avec les adultes de la cité sur ces questions : ils fuient le problème en feignant d'ignorer les rapports sexuels de leurs enfants. Conséquences : des grossesses non désirées, des mariages précoces qui ne durent pas.

un crime !

Dans cette situation, un groupe d'éducateurs de prévention a décidé d'aider les jeunes à prendre en charge leur sexualité, en faisant de l'information sur le corps et les relations sexuelles, en facilitant le contact avec les adultes de la cité et les consultations médicales, en essayant de diminuer les rapports d'oppression dans les groupes ou les couples formés.

Les jeunes en prévention spécialisée ont l'habitude de passer des week-ends dans une maison à la campagne, appartenant à la M.J. des Dervallières. Lors de ces week-ends, les couples déjà constitués sur le quartier ont des relations sexuelles. Les éducateurs ont en effet constaté l'échec de l'interdit de telles relations qui n'est pas respecté et bloque toute prise en charge responsable.

Au cours d'une réunion précédant l'un de ces week-ends, au printemps 1975, les jeunes ont manifesté le désir d'emporter des préservatifs (la contraception féminine suscitait encore de nombreuses réserves et blocages). Ils ont chargé l'éducateur qui les accompagnait de les acheter, ce qui fut fait.

Et voilà tout le crime !
Après le vote de la loi sur la con-

traception, alors que les préservatifs sont en vente libre dans les supermarchés, on n'en revient pas de tant d'hypocrisie !

Cela s'appelle « exciter les mineurs à la débauche » que de les aider à ne pas vivre leurs relations sexuelles dans la peur d'une grossesse, d'aider un minimum à l'autonomisation des filles et à la discussion collective des problèmes sexuels ! Comme l'a dit le président du Tribunal pour enfants lors d'une entrevue avec l'équipe d'éducateurs, il fallait séparer les couples et fermer les yeux ensuite, afin que les apparences soient sauves ! Voilà comment on respecte des textes qui expliquent que la prévention doit être totalement dissociée de l'activité répressive et pleinement éducative !

Mais toute cette jésuiterie n'aurait sans doute pas été mise en branle si l'action des éducateurs sur le quartier n'avait pas commencé à créer un mouvement de prise de conscience et de solidarité — et pas seulement à propos de la sexualité des jeunes : lutte contre les expulsions, création d'un comité de quartier, tran-

sformation de la M.J. en « Maison de quartier » ouverte à tous.

les pères-la-morale

Malheureusement pour les notables nantais qui colportent des ragots sur les Dervallières, c'est une solidarité exemplaire qui se développe autour de ce procès :

● Réunion publique de plus de 200 personnes le vendredi 30 janvier 76, appelée par les sections CGT et CFDT des centres d'action éducative et le groupe local du Collectif national de prévention.

● Deuxième réunion de plus de 300 personnes le 5 février avec constitution officielle du Comité de soutien qui regroupe les sections syndicales CGT et CFDT des CAE, le CNP, les syndicats départementaux CGT et CFDT de l'Enfance inadaptée, le Planning, la Fédé anarchiste, l'EE 44, le SMG, le PS et le PSU de Nantes, l'Association des familles des Dervallières, l'OCR, la LCR, etc.

● Ce qui est envisagé par le Comité avant le 10 mars, c'est l'envoi de demandes d'inculpation au tribunal (voir l'encadré). La mobilisation doit aboutir à un meeting début mars et à une manifestation de masse le jour du procès. Un comité de soutien se constitue sur Paris.

DEMANDE d'inculpation individuelle

■ Je soussigné (NOM, PRENOM, PROFESSION), tiens à porter témoignage que ma pratique professionnelle ou militante me met dans des situations analogues à celle qui vaut une inculpation à un éducateur des Centres d'action éducative à Nantes.

Si votre tribunal retient à son encontre une quelconque culpabilité, vous devez m'inculper et je demande à l'être au même titre que lui

SIGNATURE

Recopier ce modèle de demande d'inculpation (manuscrit sur papier libre) et le renvoyer le plus vite possible à :

Daniel PRAUD
65 Bd de St-Herblain à Nantes.

Les sections syndicales CGT-CFDT

du personnel des Centres d'action éducative :

— Affirment leur accord avec la pratique de leur camarade, qui est aussi leur pratique quotidienne.

— Estiment qu'il n'y a pas eu de faute professionnelle.

— Dénoncent le travail répressif que l'on voudrait leur imposer (contrôle des bandes, signalement, etc.).

— Analysent cette inculpation comme une nouvelle attaque des pouvoirs contre le travail des équipes et clubs de prévention (procès de Caen, Besançon, Bègles...).

Nous appelons les organisations syndicales, groupements, associations et toutes les personnes concernées à se mobiliser pour la défense et l'acquiescement de notre camarade.

Le 30.1.76
les sections syndicales
CGT-CFDT

POUR UN CONGRES SYNDICAL DEMOCRATIQUE

A la réunion du PS d'Aveiro de sérieuses explications ont eu lieu entre « camarades ministres » et « camarades syndicalistes » sur la politique anti-ouvrière du 6ème gouvernement

La signature du nouveau (et dernier ?) pacte partis-MFA va marquer cette semaine le début de la campagne électorale pour l'élection de l'Assemblée législative. L'ouverture de la campagne électorale intervient dans un contexte de luttes sociales et de recomposition dans ses profondeurs du mouvement ouvrier portugais.

Les conflits se réactivent, à la Timex, dans les usines Guérin et à Firestone pour faire respecter au patronat les accords salariaux ou les conventions collectives. Ainsi, c'est également pour protester contre le refus de la direction de payer les arriérés d'augmentation de salaires que les 800 travailleurs de la fabrique Cabos Electric d'Avila ont décidé d'une « grève progressive jusqu'à la paralysie totale ». Ils exigent l'expertise financière des livres de compte de la direction qui allègue de son incapacité économique à payer les salaires alors que le chiffre d'affaire s'est fortement accru l'an passé. Réclamant la mise en place du contrôle ouvrier sur l'entreprise, les travailleurs de Cabos d'Avila, demandent, après discussion entre les différents secteurs et départements de l'usine, une restructuration de la fabrique, permettant à la fois d'augmenter la productivité et « la création immédiate de nouveaux emplois ». Une telle démarche prend toute sa valeur alors que le chiffre des chômeurs, alimenté par la crise et le retour des pieds-noirs d'Angola, peut représenter à terme un facteur de division et de pression patronale sur la classe ouvrière portugaise. Surtout si l'on sait que l'ensemble des travailleurs de la seule usine portugaise concurrente, la CELCAT, contactés, ont décidé d'appuyer massivement la lutte de leurs camarades de Cabos-Avila.

Une réactivation des luttes

Sur un autre front aussi, le retour des patrons dans les entreprises, on note un rai- sissement certain. Le ministère du

Travail, s'est vu contraint de reconnaître le caractère illégal du licenciement de 17 travailleurs par le patron « rappelé » de la Textil Manuel Gonçalves, à Famaicao au Nord du Portugal. Les travailleurs de la Sacar de Porto, ont eux aussi mis de dures conditions à un retour éventuel du patron : 90% des profits devront être réinvestis dans l'usine. Le patron devra rembourser le « trou » de 4,5 millions de nouveaux francs fait dans la trésorerie et accepter une échelle mobile en fonction de la hausse du coût de la vie. Mais la lutte la plus significative, qui se déroule, elle aussi, dans la région de Porto, est celle de la Malasel. Les ouvriers de cette entreprise métallurgique ont cru que la crise que traversait l'entreprise était due à l'abandon de son poste par le patron de l'usine et l'ont donc rappelé. Dès son retour, le patron, Rui Moreira, dont les liens avec l'ELP sont connus, a cru pouvoir profiter de la situation et du contexte réactionnaire du Nord du Portugal pour refuser de respecter les conventions salariales. Les travailleurs de la Malasel, se sont mis en grève générale illimitée depuis plusieurs jours pour le respect des conventions salariales. Ainsi, le rappel du patron marquait un recul de la conscience ouvrière, les luttes engagées contre les licenciements, l'augmentation des cadences, le refus de respecter les conventions salariales étaient un facteur, au contraire, de développement de la conscience générale de la classe ouvrière, en démontrant à tous les travailleurs des entreprises abandonnées par les patrons saboteurs que la solution de la crise ne réside pas dans le retour des patrons, mais dans la reconversion des secteurs opérés sous le contrôle des travailleurs, dans la lutte contre l'asphyxie financière



opérée par les banques, pourtant « nationalisées », dans la lutte contre les fournisseurs qui refusent d'approvisionner en matière premières les usines, contre les clients qui refusent de payer. Il y a là la démonstration qui peut être faite à l'échelle de masse, de la nécessité de la généralisation du contrôle ouvrier. Un premier pas a été fait dans ce sens avec la mise en place il y a une semaine, dans la région de Porto, d'un secrétariat permanent des entreprises en autogestion.

Pour un congrès syndical démocratique

Aujourd'hui, la recomposition du rapport de force s'opère au niveau des unités de production, souvent sur des thèmes de défense immédiate des intérêts économiques menacés par la crise et l'offensive patronale. Une chance décisive s'offrirait au mois de mars où non seulement cesser le gel des contrats collectifs, mais aussi où doit être renégocié l'octroi de la garantie bancaire gouvernementale aux entreprises en « autogestion » comptant sur le crédit bancaire. Mais ces luttes prennent d'autant plus d'importance qu'elles interviennent dans un contexte de re- composition politique du mouvement ouvrier. Les secteurs liés au PPD et à certains groupes maoïstes comme le MRPP, avaient décidé d'engager la bataille pour la rupture de l'intersyndicale, appuyés au niveau international par

une coalition entre la social-démocratie et la CISL (confédération internationale des syndicats libres). Les 31 janvier et 1^{er} février, s'est tenue à Aveiro, dans le nord du pays, la première réunion des cadres syndicaux du parti socialiste. Manifestement dominée par la « gauche » du PS, cette réunion a pris très vigoureusement partie sur les deux questions-clés d'affrontement politique à la fois entre le mouvement ouvrier et la droite, et au sein même du propre PS entre les différentes tendances : la reconnaissance dans la constitution du contrôle ouvrier et de la réforme agraire. Les dirigeants syndicaux du PS ont appuyé sans réserve la politique du ministre socialiste de l'agriculture, Lopez Cardoso, violemment attaqué par le CDS et le PPD, et même par la droite du PS, puisque le journal « A Luta » de Raul Rego s'est fait l'écho de la campagne des grands agrariens.

Mais surtout il y a eu de « sérieuses explications » entre « camarades ministres » et « camarades syndicalistes » sur la politique de gel des contrats collectifs de travail, d'asphyxie financière des entreprises en « autogestion » pratiquée par le VI^e gouvernement. Si la rencontre d'Aveiro s'est tenue à huis clos, cet antagonisme entre « camarades ministres » et « camarades syndicalistes » est apparu publiquement avec la déclaration du syndicat des employés de Lisbonne (à direction socialiste) de soutien à une grève des employés du commerce : « les mesures décrétées par les entités responsables du gouvernement, parce qu'elles portent atteinte aux travailleurs et permettent l'avancée du ca-





pitalisme, du patronat, qui sont nos ennemis, doivent être combattues et doivent être abrogées. ! »

Ces mesures et d'autres prises par des gouvernements antérieurs, tout au long du processus révolutionnaire, n'ont pas l'appui des travailleurs parce qu'elles leur portent préjudice, et par là même il importe de faire pression sur les organes du pouvoir pour qu'elles soient révoquées. **Les travailleurs ne paieront pas la crise du capitalisme, c'est celui-ci qui doit être détruit !** La grève du commerce de détail, parce qu'elle est une lutte directe contre un patronat qui s'y oppose, qui utilise des mesures décrétées par le gouvernement, des mesures qui ne sont pas justes, a notre appui ». Lors de la réunion d'Aveiro les dirigeants syndicaux du Parti socialiste se sont prononcés quasiment unanimement pour le maintien de l'unité syndicale ; ce qui a obligé la direction nationale du Parti socialiste à rappeler ou à évoquer pour la première fois qu'elle était pour cette unité syndicale. Comble d'ironie, son communiqué est passé dans le journal de Raul Rego. A Luta.

Il existe une base commune de lutte pour tous les syndicats, contre le gel des contrats collectifs de travail, pour les 40 heures par semaine, pour les 6000 escudos minimum. Syndicats dominés par le PS et syndicats dominés par le PCP reprennent ensemble ces revendications. Il existe donc une base réelle pour l'unification du mouvement syndical sur la base d'un congrès regroupant tous les syndicats, appartenant ou non à l'Intersyndicale.

Mais cette unité passe par la reconnaissance du droit de tendance pour tous les courants du mouvement ouvrier, clouant par là le bec à tous les manœuvriers scissionnistes. L'attitude des dirigeants du PCP qui tergiversent et retardent la tenue d'un congrès, alors que les instances de l'Intersyndicale n'ont jamais été élues et sont donc de plus en plus discréditées par leur illégitimité, est irresponsable ; tout comme est irresponsable son refus de reconnaître le droit de tendance dans l'unique centrale syndicale, droit de tendance réclamé à la fois par les socialistes et les révolutionnaires, au risque de faire éclater l'unité syndicale. Il faut aussi reconnaître que la majorité de l'extrême-gauche, n'est pas impliquée dans cette bataille. Les conceptions erronées, véhiculées, notamment dans le FUR, sur la nature de la « social-démocratie transition au fascisme » sur lesquelles ni le FSP ni le MES, ni le PRP ne sont réellement revenus, réduisent d'autant les capacités de l'extrême-gauche de jouer un rôle propre dans cette bataille décisive pour la recomposition du mouvement syndical.

Michel Rovère
17 février 1976

▲
Lopez Cardoso, ministre de l'Agriculture dans l'actuel gouvernement et leader de la gauche socialiste

▼
Occupation d'usine à la Timex



Timor oriental : la lutte continue

Depuis le 7 Décembre dernier, date de l'invasion de la partie orientale de l'île par ses « marines », la dictature militaire indonésienne tente de faire tomber la lutte du peuple timorais dans l'oubli. Sept journalistes australiens furent assassinés dès les premiers jours de l'invasion. Le Comité International de la Croix Rouge n'a pas reçu l'autorisation de visiter l'île. Le représentant de l'ONU n'a pu se rendre que dans les zones contrôlées par l'armée indonésienne. Enfin le 25 Janvier, à la suite d'un voyage à Djakarta du ministre des Affaires étrangères du nouveau gouvernement conservateur australien, l'émetteur récepteur du mouvement de solidarité « Campaign For an Independent East Timor » installé à Darwin a été confisqué. Il s'agissait de la seule liaison radio avec l'extérieur dont disposait la direction du Fretilin (Front Révolutionnaire pour l'Indépendance de Timor Oriental).

Ce mur de silence a pour but de cacher les massacres dans la population civile (20 000 morts sur un total de 650 000 habitants) mais aussi de masquer l'échec militaire des troupes indonésiennes. Alors que celles-ci ne dépassaient pas 150 000 hommes au moment de l'invasion

Ce mur de silence a pour but de cacher les massacres dans la population civile (20000 morts sur un total de 650000 habitants) mais aussi de masquer l'échec militaire des troupes indonésiennes d'occupation. Alors que celles-ci ne dépassaient pas 15000 hommes au moment de l'invasion, elles en comptent aujourd'hui près de 20000. Pourtant ce corps expéditionnaire ne contrôle actuellement que les principales villes (Dili la capitale, Bancau, Aileu), leurs alentours immédiats et la zone frontalière avec la partie indonésienne de l'île. Malgré des bombardements massifs et l'épandage de produits chimiques, il n'a pas réussi à pacifier les zones rurales. Le Fretilin y dispose d'une puissante base de masse et ses Forces armées tiennent 80% du territoire. Celles-ci ont imposé de lourdes pertes aux troupes indonésiennes mais le blocus maritime et aérien de l'île risque bien de les handicaper lourdement sur le plan militaire d'ici quelques mois lorsque les stocks d'armes arriveront à épuisement.

De plus la fin de la saison des pluies marquera l'amorce d'une phase de la lutte plus difficile. L'absence de réseau routier ne sera alors plus un obstacle pour l'armée d'occupation.

La période qui s'ouvre va donc être décisive pour la lutte du peuple timorais. C'est pourquoi la solidarité internationale doit s'amplifier et l'isolement de la dictature indonésienne s'approfondir. Déjà en Australie les syndicats de dockers boycottent les navires indonésiens et le syndicat des postes et télécommunications boycotte le courrier à destination de l'Indonésie. Une campagne de l'ampleur de celle menée pour la victoire du peuple vietnamien d'ores et déjà lancée. A Londres, une manifestation a eu lieu le 26 Janvier pour dénoncer la complicité du gouvernement australien avec la dictature. En Allemagne de l'Ouest s'est déroulée Fin Janvier une semaine de solidarité notamment à Bonn et à Cologne.

L'heure est venue de reprendre, l'exemple australien et de faire du 18 Mars une journée internationale de solidarité avec la lutte du peuple de Timor pour :

- le retrait immédiat des troupes indonésiennes
- l'arrêt de l'aide et du commerce avec l'Indonésie
- la reconnaissance de la République Démocratique de Timor Oriental
- la solidarité avec le Fretilin

G.Fontaine

LE MARCHÉ COMMUN A PAS DE FOURMI

Ernest Mandel

■ Depuis la création de la CEE, il était clair que le Marché Commun représentait un stade transitoire dans le développement de l'impérialisme ouest-européen. Trois tentatives successives (« d'union européenne » sous l'hégémonie d'une seule puissance impérialiste l'allemande durant la période 1900-1918 ; la française sur la base du traité de Versailles dans les années vingt ; de nouveau l'allemande dans la période 1938-1944) se soldèrent par un échec. Le capital ouest-européen tenta alors de réaliser cette union non plus sur base de la domination militaro-politique d'une seule puissance mais par l'alliance des puissances les plus importantes.

La nécessité objective de cette union provient de l'internationalisation croissante des forces de production, car la contradiction croissante entre, d'une part, le degré de développement de ces forces, la capacité productive des grandes entreprises, le marché écoulant leur production, la socialisation objective (interdépendance technique) de la vie des entreprises par delà les frontières et le maintien de l'Etat bourgeois national d'autre part.

La difficulté objective pour surmonter cette contradiction dans le cadre du mode de production capitaliste à son stade impérialiste, réside dans le fait que la propriété privée et la concurrence ne permettent pas de sacrifier les intérêts particuliers essentiels de certains groupes de capitalistes à « l'intérêt commun » de la classe bourgeoise. Tant que les moyens de production restent la propriété privée de bourgeois allemands, français, britanniques, italiens, belges, hollandais, la « bourgeoisie européenne » et « l'intérêt européen » resteront des abstractions sans le moindre contenu.

La possibilité objective de l'union européenne sur une base capitaliste réside donc justement au niveau de l'interpénétration internationale des capitaux. Dans la mesure même où apparaissent des multinationales européennes, qui ne sont plus la propriété exclusive de capitalistes d'une nationalité particulière, mais bien la propriété commune des capitalistes hollandais et allemands, italiens et anglais, français et belges, si d'autres nationalités ne s'y mêlent pas de surcroît, dans cette mesure le poids de l'intérêt commun croît par rapport à l'intérêt particulier, à l'intérieur de la bourgeoisie européenne. Les concepts de « capital européen » et de « bourgeoisie européenne » reçoivent un contenu concret.

La CEE apparut alors que les « multinationales » européennes n'étaient pas encore nombreuses, et que leur importance était encore limitée. Depuis lors, leur nombre et leur poids a augmenté mais bien plus lentement que les partisans d'un Etat fédéral ouest européen ne le prévoyait. De là vient qu'à la veille de la récession économique générale de 1974-75, la CEE n'avait pas encore dépassé ce stade intermédiaire.

Fédérations d'Etats ou Etat fédéral ?

Cependant, au stade du capitalisme tardif, l'Etat joue un rôle de plus en plus important dans la vie économique capitaliste. L'illusion que les grands monopoles, multinationales incluses, « n'ont plus besoin de l'Etat » vaut seulement en période de croissance économique rapide et de haute conjoncture. Lors d'une dépression économique aigüe ces messieurs tendent la main pour se répartir des subsides de l'Etat ainsi que les commandes de celui-ci, de la même manière que les firmes moins importantes (ex. en Belgique : AKZO, ACEC/Emapin et

ACEC/Westinghouse ; en France Rhône Poulenc, etc.) Savoir quel Etat vient en aide à quels monopoles, sous quelles formes et avec quelles conséquences, c'est et cela reste une question déterminante dans le contexte de la concurrence internationale qui règne parmi le grand capital.

C'est valable aussi pour la tendance immanente du capitalisme tardif à s'orienter vers une plus grande coordination économique et une programmation plus poussée entre l'Etat et les monopoles. Les monopoles multinationaux n'ont pas intérêt à une programmation économique nationale. Ils peuvent souffrir d'un protectionnisme national. Aussi exigent-ils une programmation et un protectionnisme appliqués à un espace géographique plus vaste.

La CEE se trouve donc depuis des années à mi-chemin entre un état « national » économiquement fort et un état fédéral fort économiquement souverain.

Mais une telle fédération, lâche et faible, est peu efficace économiquement et pas à la hauteur pour intervenir à grande échelle. De là l'alternative. Ou bien on en revient au protectionnisme national du temps de crise ; ou bien on va de l'avant vers un Etat

du dollar, de base au système monétaire international, un budget européen commun, une politique de crédits commune, tout cela mène inévitablement à un taux d'inflation commun, à un système de revenus commun, à une politique commune d'investissements, d'emplois et de travaux publics. Cela mène donc à un gouvernement commun et à un Etat fédéral. C'était la voie que les fédéralistes bourgeois et réformistes du gouvernement ouvrier préconisaient et préconisent toujours.

La condition principale pour réaliser un tel projet est d'homogénéiser de plus en plus le développement économique : les taux de croissance de la production, les taux d'inflation, les augmentations des revenus doivent être comparables d'un pays à l'autre. Cela semblait être de plus en plus souvent le cas durant les années 60. Mais aujourd'hui, les « neufs » n'en sont absolument plus là.

La Grande-Bretagne et l'Italie connaissent un degré d'inflation bien plus élevé, un recul croissant des salaires réels et du niveau de vie, et une croissance bien plus faible de la productivité et de la production industrielle que l'Allemagne de l'Ouest, la France et le Bénélux. Le Danemark et l'Irlande sont



Tindemans, le ministre belge auteur du rapport sur l'Europe

fédéral européen.

La récession actuelle a mis le dilemme en lumière. Mais elle ne l'a pas résolu. Le rapport Tindemans demandé en 1974 au 1er ministre belge par ses 8 collègues européens est clair entre la désintégration croissante ou la consolidation définitive de la CEE.

aussi bien plus fragiles du point de vue économique. Cela a supprimé à court et à moyen terme, sauf si l'Allemagne, et dans une moindre mesure la France et le Bénélux, étaient prêts à financer à grande échelle le déficit de la balance des paiements des britanniques et des italiens (entre autre par la création d'une réserve commune d'or et de devises pour une monnaie ouest-européenne commune).

La possibilité d'une union monétaire ouest-européenne a disparu avec le niet d'Helmut Schmidt dans ce domaine, avec le manque d'audace de la bourgeoisie ouest-allemande ; elle n'a pas osé proposer des réserves d'or et de devises communes en échange d'un désistement de la part des capitalistes français, britanniques et italiens de leur souveraineté financière et économique

Désintégration ou consolidation ?

La CEE est originellement une union douanière, c'est-à-dire une aire de libre circulation des marchandises. Cela a amené un glissement de la localisation des entreprises (dont le capitalisme belge a largement profité dans les années 60), ce qui fit naître le souhait d'une union monétaire et économique.

Les six membres initiaux de la CEE désiraient réaliser cette union pour 1980. Une monnaie commune (qui servirait, à côté ou même en lieu et place

Partenaires « riches » et partenaires « pauvres »

Il restait en 1974 comme seule issue une combinaison d'union douanière pour les « neuf » et d'union monétaire de plus en plus étroite pour les

Après la reconnaissance de la République populaire d'Angola

la fin de l'Afrique australe

« cinq riches » (Allemagne de l'Ouest, France, Benelux). Cette solution intermédiaire — **semi désintégration et semi consolidation** — fut défendue par Willy Brandt à Paris. Depuis lors elle connut un commencement de réalisation quand le franc français fut réintégré dans le « serpent » monétaire où les diverses monnaies fluctuent ensemble par rapport au mark allemand. Le rapport Tindemans traduit cette « solution » intermédiaire pragmatique en langage politique. Comme le résume l'hebdomadaire du SPD, « Vorwärts » dans son numéro du 15 janvier 1976 ce rapport aurait aussi bien pu être écrit par Helmut Schmidt lui-même.

Le reste est du camouflage idéologique. Bien sûr, il y a des passages en faveur d'une union monétaire et économique générale (mais quand ? comment ? cela reste dans le vague). Aussi la bourgeoisie britannique est-elle furieuse. Bien sûr, il y a encore une allusion à un parlement européen qui aurait le droit d'initiative ce qui inquiète les gaullistes. Bien sûr, il y a en plus un plaidoyer pour une politique extérieure commune des « Neuf » ce qui réconforte alors les mêmes gaullistes. Mais ce n'est que la sauce. Ce qui est fondamental, c'est qu'on ne va pas vers une union économique. On ne veut pas non plus régresser au stade du protectionnisme national. On reste donc à mi-chemin, en essayant de limiter des dégâts dus à cet immobilisme. Voilà la signification profonde d' rapport Tindemans.

Un dilemme réel

C'est un **réel dilemme**, ce n'est pas un problème de mécompréhension ou d'indécision de la part de la bourgeoisie ouest-européenne. La crise est trop grave en Grande-Bretagne et en Italie, pour que les bourgeoisies allemandes et françaises puissent payer le prix d'une intégration monétaire et économique à court terme. A tout moment elle risque d'ailleurs de contaminer la France et la Belgique, ce qui rendrait la position de la bourgeoisie ouest-allemande, « parent riche de l'Europe », intenable. D'un autre côté, un éclatement de la CEE serait une réelle catastrophe pour l'économie ouest-allemande et celle du Benelux. Ne serait-ce que par la perte des marchés, qui les précipiterait dans une crise semblable à celle de Grande-Bretagne. La bourgeoisie ne peut donc pas retourner à la politique des années 30. On s'en tient donc à des « solutions » intermédiaires pragmatiques on essaie de conserver ce qu'on a et d'éviter que ce résultat « positif » de la première phase de la CEE se perde (danger tout à fait réel, si la crise sociale et politique à venir ou la récession économique en Italie, Grande-Bretagne et France s'avéraient plus grave que celles de 1968-1969 et 1974-1975). On ne peut faire plus : « après nous le déluge », ou, comme le disait encore plus clairement Keynes « à long terme, nous sommes tous morts ».

La classe ouvrière n'a pas d'illusions à entretenir quant aux résultats de ce pragmatisme. Nous vaincrons ces résidus du nationalisme des Etats européens qui maintiennent la propriété privée des moyens de production, une économie enracinée dans la recherche du profit des monopoles.

Les Etats Unis d'Europe signifieront le plein emploi, et feront disparaître l'exploitation et l'oppression, car ce seront les Etats Unis Socialistes d'Europe !

■ Les naifs auront appris des peuples d'Indochine que l'impérialisme ne cède que contraint par la force. Les victoires militaires successives du MPLA confirment cette élémentaire vérité. Au moment où elles obligent les bourgeoisies américaines, européennes et leurs alliés africains à réviser leurs stratégies dans le sens de la « modération » nous aurons assisté à chaque étape de leurs reculs, à la mise en œuvre de manœuvres criminelles, de coups bas... qui prouvent leur volonté d'exploiter la moindre faiblesse de leur adversaire et qui nécessitent une vigilance extrême de tout instant à leur égard. Quand les réalités sont difficiles la main de fer se cache sous le gant de velours. Au nord le FNLA a perdu San Salvador, son dernier bastion. Au sud, l'Unita vient d'être chassée de toutes les villes et son quartier général se trouve « quelque part dans la forêt ». Rien d'étonnant dès lors à ce que les adversaires les plus farouches de la République populaire d'Angola, notamment le Zaïre et

l'Afrique du Sud, essayent de limiter les dégâts. Prétoria a entrepris, de toute urgence, des négociations avec le MPLA, bien que dans le même temps elle ait transféré ses bases de mirages dans des sites plus proches des zones où ses mercenaires risquent d'avoir à affronter les FAPLA (zone du barrage de Calueque notamment). Ces négociations porteront certainement sur l'utilisation de ce complexe hydro-électrique essentiel pour l'Afrique du Sud, et sur l'avenir de la Namibie. Quand au Zaïre (dont le remaniement ministériel du 6 février a requis toute l'attention du MPLA) la mise en place de relations normalisées avec la RPA est encore plus urgente, vu l'isolement et les difficultés que risque de rencontrer le régime de Mobutu, lequel a toutes chances d'être le grand perdant du conflit. Ceci dit, les bonnes dispositions de régimes qui ont tout mis en œuvre pour mettre à genoux le MPLA ne sont que l'ombre portée de celles de leurs grands protecteurs. Le gouvernement français dont les arguties juridiques en matière de reconnaissance des états sont célèbres (Cf. le Chili) vient d'estimer « que le gouvernement du MPLA contrôle effectivement le territoire angolais, ce qui correspond au critère d'un état établi ». Une façon amère de se plier à la dure réalité actuelle qui se double du fait que le MPLA aurait entamé des négociations avec la GULF-OIL, compagnie US qui exploitait les gisements pétroliers de Cabinda. Une concurrence directe avec ELF ERAP qui n'est pas sans effet sur le revirement subit de la politique giscardienne. La reconnaissance de la RPA par la France est ainsi en bonne voie et signes avant-coureurs, les gouvernements pro-français d'Afrique (Gabon, Côte d'Ivoire, Cameroun, Haute-Volta) viennent de la reconnaître. La discussion a été amorcée également au sein de la CEE. Quand à la diplomatie américaine elle reste plus ou moins paralysée, exprimant tout à tour les positions des fractions antagonistes de la bourgeoisie US, conflit d'autant plus vif que les effets de ces diverses politiques pèseront d'un poids très lourd dans les prochaines élections présidentielles (Cf. le bilan de Kissinger).

Tout ce remue-ménage diplomatique exprime la modification très profonde des rapports de force en cours en Afrique australe. Les prolongements politiques du conflit tant du point de vue de la stabilité interne des différents états que de leurs liens entre eux, sont à venir. Le dessein néo-colonial de l'Afrique du Sud, directement en rapport avec sa situation intérieure (montée des luttes des masses noires) visant à mettre en place une espèce de commonwealth est battu en brèche. La perspective impérialiste d'un statu-quo politique et économique conforté par un quadrillage militaire est remise en question. L'avenir d'Etat comme le Zaïre ou la Zambie (qui devra distendre ses liens avec l'Afrique du Sud) est posé. Enfin un nouveau système d'alliances dans lequel certes les Etats-Unis et l'Union soviétique auront les rôles les plus importants, mais qui devra prendre en compte la présence des impérialismes européens ou la politique extérieure de pays comme le Brésil ou Cuba, est en train de s'ébaucher.

Le débat va porter aussi en République populaire d'Angola tant sur les finalités économiques du système que sur les moyens politiques à mettre en œuvre. En ce sens la récente loi sur le pouvoir populaire consacre sans nuance la ligne nationaliste et paternaliste du parti-Etat par rapport aux organes de pouvoir populaire. Et aujourd'hui n'apparaissent que des formes anti-autoritaires embryonnaires contre le bureaucratisme de la direction du MPLA. Celle-ci faisant appel aux nécessités urgentes de la réorganisation (production, distribution, lutte contre le marché noir, absence de cadres et techniciens, problèmes des investissements étrangers, etc) conforte ce faisant sa ligne par un pragmatisme qui met d'ores et déjà la révolution angolaise dans une impasse.



combattante du MPLA

VIENT DE PARAITRE

AFRIQUE EN LUTTE n° 19

au sommaire

- Angola quelle révolution ?
- La situation au Congo
- Bourgeoisies africaines et matières premières, etc...

Commandes à la librairie Rouge

Télédiff

15/2/76

Rouge page 15

INTERVIEW DE LA LIGA COMUNISTA

(Organisation sympathisante de la IV^e Internationale en Espagne)

En décembre 1972, une scission importante se produit dans l'organisation sympathisante de la IV^e Internationale en Espagne la LCR. Elle donne naissance quelques mois plus tard à la LC, tandis que se prépare la fusion entre la LCR et l'ETA (VI).

Au congrès mondial, la IV^e Internationale a reconnu les 2 organisations, la LCR-ETA (VI) et la LC, comme organisations sympathisantes, en se fixant pour objectif l'unification de ses forces en Espagne. Rouge a largement rendu compte des analyses de la LCR-ETA (VI) qui coïncident avec ses propres positions et celles de la direction de l'Internationale. La LC, quant à elle, défend une orientation minoritaire dans l'Internationale, notamment sur les questions internationales, où elle rejoint les positions du SWP aux Etats-Unis. Nous lui donnons aujourd'hui la parole pour aider à la clarification des divergences en Espagne même et favoriser le rapprochement qui se dessine.

Je crois que vous êtes d'accord avec les grandes lignes de l'analyse, que fait Rouge, de la situation actuelle en Espagne. Elle s'inscrit dans le cadre de la résolution du secrétariat unifié de la IV^e Internationale, adoptée en juin 75, que vous avez cependant refusé de voter. Peux-tu expliquer vos divergences avec cette résolution ?

○ Nous avons trois niveaux de divergences avec cette résolution. Tout d'abord, nous ne sommes pas d'accord avec l'analyse qui est faite des perspectives de la crise de la dictature et du rôle de la Junte Démocratique : de plus elle reste à un niveau d'abstraction trop important quant aux perspectives.

Le problème essentiel qui se pose aujourd'hui à la bourgeoisie est celui de l'avenir du régime après la fin de la dictature. La majorité de la bourgeoisie soutient la dictature mais une fraction d'entre elle cherche à établir des contacts avec les partis réformistes, et en premier lieu avec le PCE, dans la mesure où, pour le moment le PSE ne représente pas une force significative en Espagne. La bourgeoisie cherche de cette façon à contenir le développement des luttes et à préparer l'avenir, dans l'espoir qu'elle parviendra ainsi à maintenir le plus grand nombre possible des structures fondamentales du franquisme



L'armée dans le métro, pendant la grève. (Sipa-press)

D'autre part, la résolution reste silencieuse sur des questions aussi importantes que celle des organisations centristes ultra-gauches ou que le problème du terrorisme, alors qu'il s'agit en ce qui concerne ce point particulier, d'une question essentielle dans un pays où nous nous trouvons confrontés aux attentats politiques d'un côté et aux assassinats de militants par la dictature de l'autre.

La troisième divergence porte sur le contenu du programme d'action et en premier lieu sur le devenir des syndicats fascistes. La résolution parle seulement « d'abolition de toute la législation franquiste sur le travail », ce qui est tout à fait insuffisant, ne serait-ce que par rapport aux élections syndicales qui avaient lieu un mois plus tôt, ou par rapport à l'argumentation du PCE qui propose de transformer le syndicat officiel en un syndicat ouvrier, réalisant la même manœuvre que celle qui a été faite au Portugal. Nous avons remarqué aussi, dans le programme d'action, l'absence quasi-totale de mots d'ordre politiques et organisationnelles en direction de la jeunesse

Divergence, enfin, sur la question de l'Assemblée Constituante : il s'agit d'un mot d'ordre très important dans la situation actuelle, mais la résolution n'en parle qu'à l'occasion du problème des nationalités opprimées dans l'Etat espagnol, en proposant une assemblée constituante au travers de laquelle les peuples basques, catalans, etc., pourraient exprimer leurs droits à l'auto-détermination. Pour notre part, nous estimons que toutes ces assemblées constituantes nationales doivent servir de base à la convocation d'une assemblée constituante centrale, à l'échelle de l'Etat, ce que la bourgeoisie ne peut accepter

La question nationale est detoute première importance. L'ampleur de la manifestation du dimanche 8 février à Barcelone où 80 000 personnes ont répondu à l'appel de l'Assemblée de Catalogne en témoigne. Vous avancez, comme nous, le mot d'ordre d'auto-détermination pour les nationalités, en réclamant l'élection libre d'assemblées nationales constituantes. Mais dans une récente interview, publiée dans Intercontinental Press, vous présentez cette assemblée comme « un premier pas vers la réalisation de l'Etat ouvrier catalan ». Vous semblez ainsi préconiser la création d'un Etat indépendant en Catalogne...

○ Il y a eu confusion sur le sens de cette phrase. Si l'on entend par là que la conquête des libertés démocratiques est un premier pas vers la révolution socialiste, on peut dire, effectivement, que l'assemblée constituante est un premier pas. Nous luttons pour des libertés démocratiques totales et, dans ce cadre là, l'assemblée constituante est un mot d'ordre qui globalise l'ensemble de ces libertés. C'est le seul cadre institutionnel qui permette aux masses d'exprimer concrètement leur désir d'auto-détermination. Si les masses désirent se séparer de l'Etat espagnol, nous les soutiendrons, mais, auparavant, nous combattrons ce projet car notre perspective centrale est une « Fédération des Républiques Socialistes d'Espagne ».

Pour concrétiser notre position, nous avons lancé un appel à toutes les organisations — sous la forme d'un pacte ouvrier — à rejoindre les commissions ouvrières autour d'un programme d'action, d'indépendance, d'unité et de classe ainsi qu'à rompre les liens avec l'Assemblée de Catalogne qui est une structure de collaboration de classe. Son mot d'ordre central, le « retour au statut des années 30 » ne tient pas compte de ce que celui-ci a été développé par le gouvernement central et qu'il impliquerait de fait, un retour dans le cadre du centralisme « espagnoliste ».

Lors des dernières élections au syndicat officiel, la CNS, après une participation massive des travailleurs, les candida-

tures soutenues essentiellement par le PCE ont remporté un succès important. Au-delà de la politique de collaboration de classe qui fondait sa tactique de participation aux élections, ce succès manifeste la confiance de la masse des travailleurs dans de nouvelles possibilités de luttes au grand jour. Les dernières grèves de Madrid, animées par des délégués combattifs en sont une preuve.

Or, la LC a analysé ce résultat comme un recul de la classe ouvrière et appelle les délégués à démissionner de leur poste...

○ Nous étions d'accord avec la LCR-ETA VI pour appeler à boycotter les élections au sein du syndicat fasciste. On a beaucoup exagéré le nombre de voix remporté par les stalinien. En fait, la justesse de notre position a été confirmée dans tous les endroits où le boycott a été effectivement suivi, comme au Pays basque, où par la suite les travailleurs se sont largement mobilisés pour tenter de sauver les militants anti-franquiste que la dictature voulait assassiner. Nous croyons que la faiblesse des mobilisations, qui ont laissé le pays basque isolé du reste de l'Etat espagnol, est l'expression de la participation majoritaire de la classe ouvrière aux élections.

En ce qui concerne les délégués, nous leur demandons seulement de ne pas subordonner les mobilisations autonomes de la classe ouvrière, à leur poste dans le syndicat. Or s'ils mènent la lutte, ils se font inévitablement exclure....

Dans l'autre cas, ils vont à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière. D'où notre appel à démissionner. De cette façon, nous nous opposons aussi au PCE, qui préfère attendre la « rupture démocratique » pour commencer à mettre sur pied un syndicat ouvrier, ce qui a mené à une destruction presque complète des commissions ouvrières. D'où une crise importante au sein de la direction du parti, dans la mesure où toute une aile se demande comme elle va réussir aujourd'hui à contrôler ces luttes qui se développent en dehors des syndicats, fascistes. L'appel à démissionner de la CNS est un des éléments qui permettent d'organiser dès maintenant des mobilisations de masse pour impulser la création d'un véritable syndicat ouvrier.

Quelles sont à votre avis les tâches les plus urgentes pour les marxistes révolutionnaires en Espagne aujourd'hui ?

○ Trois axes essentiels peuvent être retenus. D'abord la lutte contre le décret de limitation de la hausse des salaires, le premier pris par Juan Carlos. Puis la lutte contre la répression et pour l'amnistie ; enfin la lutte pour les libertés démocratiques.

Sur le terrain organisationnel nous nous battons pour la reconstruction des commissions ouvrières, leur coordination, leur unification et leur liaison avec l'ensemble des autres structures de lutte qui sont apparues un peu partout au cours des dernières mobilisations.

Il y a aussi la question du gouvernement des travail leurs face à une bourgeoisie divisée, aux stalinien et aux sociaux-démocrates qui proposent un gouvernement de coalition avec certains secteurs de la bourgeoisie, nous proposons un « gouvernement des commissions ouvrières » et des autres structures de lutte.

La dernière question importante est celle du Parti. Il y a aujourd'hui deux organisations se réclamant de la IV^e Internationale en Espagne. Nous sommes engagés dans un processus de clarification avec les camarades de la LCR-ETA VI pour préciser nos divergences et tenter de les réduire, dans la perspective de l'unification des organisations trotskystes. Si l'unification se réalisait ce serait certainement un saut qualitatif dans la perspective de construction du parti révolutionnaire, parce qu'ainsi nous serions une alternative plus crédible, face à la crise qui traverse aujourd'hui, non seulement le PCE mais aussi toutes les organisations centristes ultra-gauches.

Imprecor
correspondance de presse internationale

EST PARU

au sommaire :

- La chasse aux sorcières en Allemagne Fédérale
- Résolution de la Liga Comunista (Espagne)
- Le 3^e congrès extraordinaire de la LCI (Portugal), larges extraits des thèses
- Timor oriental : « Vers une lutte prolongée ? » Déclaration du SU de la IV^e Internationale
- Derrière la révolte des Sud Moluquois par Nathan Weinstock
- Mexique, Indes, Ceylan.

Toutes commandes :
SIE, 10 Impasse Guéméné

75 004 PARIS

Prix du numéro : 3 FF.
(chèques à l'ordre de Pascal Henri)

ARGENTINE UN MILITANT DU PST ASSASSINE

■ Carlos Scafide, 29 ans, ouvrier de la Propulsora Siderurgica à La Plata, militant syndicaliste et membre du Parti Socialiste des Travailleurs (organisation sympathisante de la IVème Internationale en Argentine) a été assassiné par les bandes fascistes à la mi-janvier.

Le mardi 13 janvier, Carlos et un autre ouvrier de la Propulsora étaient enlevés chez eux. Le lendemain après-midi, on retrouvait leurs corps criblés de balles dans une rue de La Plata. La riposte des travailleurs de la Propulsora a été immédiate et massive. Après une assemblée générale, le 14 janvier ils arrêterent le travail jusqu'au samedi 18. La solidarité se développa également dans d'autres usines et le mardi 21 il y eut une journée de grève coordonnée au niveau de la ville.

Ce nouvel assassinat s'inscrit dans une montée de la répression contre les militants ouvriers et révolutionnaires en Argentine. Carlos est le 16ème militant du PST assassiné depuis un peu plus d'un an.

Lors de son enterrement — où ont pris la parole, entre autres, des représentants syndicaux des principales usines de La Plata — Paez, parlant au nom du PST, a indiqué que le seul moyen pour les travailleurs de freiner ces attaques fascistes était de développer leur mobilisation et l'organisation de l'auto-défense sur tous les lieux de travail et dans les quartiers.

LA REPRESSION EN URUGUAY

Au cours d'une conférence de presse donnée par le mouvement International des juristes Catholiques, tenue à Paris le jeudi 12 février, M. Louis Joinet, ancien président du Syndicat de la Magistrature et Maître Jean Louis Weil, avocat du dârreau de Paris, ont rendu compte de la mission qu'il ont effectuée en Uruguay dans la seconde quinzaine de décembre 1975, dans le but de connaître l'état des libertés et la situation des prisonniers politiques. Ils ont rencontré un très grand nom-

bre de difficultés pour accomplir leur mission : les autorités militaires ont nié l'existence des prisonniers et leur ont donc refusé la visite des lieux de détention. Le climat de terreur généralisée qui règne en Uruguay a aussi rendu difficile le contact avec les familles des prisonniers. Néanmoins ils ont pu élaborer une série de rapports détaillés.

- Entre le 15/9/75 et le 15/12/75 de 6 à 700 personnes ont été arrêtées, chiffre qui s'élèverait à plus de 1200 au 1/2/76. Les tortures et les mauvais traitements systématiques contre les prisonniers, les « prises de butin », lors des arrestations, les habitations des prisonniers réquisitionnées sont monnaie courante.

- Le pouvoir exécutif a été progressivement exercé par les forces armées ; le pouvoir législatif a été éliminé ; le pouvoir judiciaire a été remplacé par la justice militaire. - Le décret d'août 1973 de la convention de l'Organisation internationale du travail, ratifié par l'Uruguay est systématiquement violé. Il est impossible d'exercer le droit de grève. Les dirigeants de la Convention Nationale des Travailleurs, dissoute, ont été récemment arrêtés.

- 30 journaux ont été définitivement suspendus, 40 journalistes ont été arrêtés. Les artistes sont persécutés et arrêtés et il est désormais interdit d'utiliser les « liberté », « égalité », « justice », « classe ouvrière », etc., dans les chansons populaires.

On peut résumer la situation de l'Uruguay en quelques chiffres :

- Une population de 3.400.000 habitants dont 26% sont contraints à l'exil pour des raisons économiques ou politiques ;

- 35.000 personnes sont passées dans les prisons depuis le coup d'Etat de juin 1973.

- 45% du budget national est consacré aux forces armées et à la police.

(d'après Uruguay Information du 17/2/1976).

IRLANDE UN ASSASSINAT « LEGAL » DU GOUVERNEMENT TRAVAILLISTE

■ Franck Stagg, militant républicain irlandais, est mort le 12 février après 60 jours de grève de la faim dans sa cellule. Emprisonné depuis un an à Wakefield en Grande-Bretagne, il avait été soumis à isolement total pendant 9 mois. Comme de nombreux militants de l'IRA emprisonnés en Grande-Bretagne, Franck Stagg demandait son transfert dans une prison d'Irlande du Nord où il aurait bénéficié du statut politique. Mais Roy Jenkins, ministre de l'Intérieur travailliste, refuse un transfert car son gouvernement affirme que l'IRA est une organisation criminelle. Selon eux, l'armée britannique remplirait de simples fonctions de police. Des fonctions de police certes, mais dans un pays occupé par l'impérialisme anglais depuis six siècles et dont le peuple lutte pour l'auto-détermination.

Le gouvernement travailliste se distingue depuis plusieurs années dans la répression violente des républicains irlandais. Le total des militants républicains emprisonnés en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord est maintenant de 1300 ; tortures, isolement, sont leur lot commun. De plus, depuis l'adoption de la loi d'urgence sur l'Irlande du Nord en 1973, tous les militants accusés de « terrorisme » sont jugés uniquement par un juge, sans jury, et les confessions obtenues sous la torture sont admises comme preuves.

La « démocratie » britannique prend un visage bien particulier pour ceux qui luttent contre la domination impérialiste en Irlande du Nord.

LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES IRLANDAIS !
TROUPES BRITANNIQUES HORS D'IRLANDE !

MURDERED BY BRITS

February 12, 1976



Frank Stagg

CHINE Questions sur Teng Hsiao-Ping

■ Les premières informations de la presse bourgeoise, tendent à montrer que Teng Hsiao Ping est le premier visé par l'actuel débat qui scinde le Comité Central du Parti Communiste Chinois.

Le nouveau Krouchtchev chinois, le récent tenant de « la ligne de restauration du capitalisme », Teng Hsiao Ping a déjà subi les attaques des affiches murales pendant la révolution culturelle : il en était de même une des cibles favorites. C'est avec l'élimination de Lin Piao que Teng Hsiao Ping est revenu au premier plan comme principal défenseur et porte-parole d'une ligne de collaboration avec l'impérialisme américain contre l'ennemi N°1 des peuples, le « social-impérialisme russe ». Lors de sa visite en Europe, Teng Hsiao Ping avait appuyé tous les secteurs de la bourgeoisie décidés à s'opposer militairement et économiquement à l'URSS, dans l'OTAN et le Marché Commun.

Les difficultés intérieures chinoises, qui se sont traduites l'année dernière par l'envoi de l'armée contre des mouvements d'ouvriers et de paysans, sont aggravées par l'impasse de la politique internationale de la direction maoïste. Entièrement tournée dans la lutte contre l'URSS pour gagner un minimum d'influence dans le mouvement communiste mondial, pour construire ses propres organisations, pour briser son isolement et trouver aussi les marchés économiques indispensables, la direction maoïste vient d'essayer une série d'échecs cuisants. Le plus important d'entre eux, encore inappréciable dans sa portée historique est sans doute l'échec africain.

Par son intervention militaire et par l'entremise de celle des cubains, en Angola, derrière le MPLA, l'URSS a pu gagner à bon compte une influence considérable en Afrique parmi les mouvements de libération nationale comme parmi la majorité des États africains ayant reconnu la victoire du MPLA. La présence de la Chine aux côtés du FNLA en compagnie de l'impérialisme US s'est donc terminée en déroute. Pérorer à la fois de l'influence sur un continent entier, voir l'URSS se doter d'un profil « anti-impérialiste », ne pouvoir empêcher que les bourgeoisies européennes courtisées reconnaissent à leur tour la victoire du MPLA, voilà un bilan de faillite pour l'actuelle politique extérieure chinoise dont Teng Hsiao Ping était le porte-parole le plus connu. Que ce bilan de faillite — aux conséquences politiques et économiques, répétons-le, encore historiquement incommensurables — se conjugue avec un accroissement des difficultés intérieures voilà qui alimente sérieusement les oppositions bureaucratiques au sein de la direction maoïste. La dénonciation du « social-impérialisme » des « nouveaux tsars » soviétiques, ne peut constituer un bouc émissaire durable comme diversion aux problèmes que se posent les masses chinoises : tout changement de politique, au point d'engagement où en était la direction dans sa recherche d'alliances avec les USA et les différentes bourgeoisies impérialistes, ne peut se produire sans crise grave. Est-ce une crise de ce type qui s'ouvre ?

L'évolution de la situation internationale, en posant des problèmes nouveaux en Europe et en Afrique sous les coups de boutoir des luttes de classes, risque d'obliger la bureaucratie chinoise à des nouveaux tournants à 180°, pour continuer à jouer son rôle contre-révolutionnaire. S'il est trop tôt pour formuler des jugements, il ne l'est jamais assez pour se poser les questions.

Gérard Filoche

Rouge 336 page 17

ARGENTINE - SOLIDARITE

Gala de soutien aux luttes du peuple argentin

- 5000 prisonniers politiques.
- Plus de 1000 assassinats politiques en 1975.
- 1% d'inflation par jour.
- Les plus grandes luttes ouvrières.

Lundi 23 février
Mutualité — 20 H

Carmelo Cedron
Paco Ibanez
Georges Moutaki
François Rabbath
Serge Réggiani
Angel Parra
Isabel Parra et P. Castillo

CAIS : Centre Argentin d'Information et de Solidarité

« nous avons décidé de saisir les étoiles aux cheveux et de les brandir en dansant comme des armes au-dessus du vieux monde ».

La Befana, par le Chêne noir :

REALISME OU MYSTICISME ?

■ La Befana est tirée d'une vieille légende italienne populaire. C'est la fable d'une vieille femme du bas peuple qui remonte les siècles, en attendant les Rois qui lui apporteront la richesse. Et qui ferme sa porte aux Rois-Mages (symbolisant l'Amour) égarés, qui ont perdu leur étoile (les peuples anciens orientaient leurs migrations d'après les étoiles). Tout au long de son périple avide, elle n'hésitera pas à en appeler à l'Autorité contre ses semblables, les pauvres (dits peuple roseau) quand ceux-ci contreviendront à sa quête. L'Autorité réprime le peuple, mais ne sait gré à la vieille de sa collaboration : elle lui fait, tout au contraire, porter tout le poids de misère du peuple roseau (en l'occurrence un fagot de roseau). La vieille Befana ne perd pourtant pas courage et poursuit rapidement sa course à la richesse. Arrivée dans le XX^e siècle — montré ici dans sa logique extrême — elle est sacrée, par les Rois de la société de consommation, Reine du « Week-end partie », dans le cadre des loisirs organisés par le seul parti autorisé. Enfin, parvenue, avec la faux de l'Autorité, elle exécute la Phrophétisse qui avait fait serment d'Amour avec un Roi-Mage.

On le voit, cette fable tire délibérément sa sève de la parabole, dans laquelle les hommes sont moins de chair et d'os que des essences symboliques (Amour, Autorité, Peuple roseau, Phrophétise, etc.) ; et son sujet recèle plus les signes du mysticisme que du réalisme. De plus, dans le même sens, le traitement esthétique de la fable la place dans son univers polychrome, indirect et irréel. On est bien sûr très loin d'un spectacle réaliste où des individus quotidiens confrontent leurs intérêts dans les contradictions sociales. Au contraire, le spectacle contient tous les éléments d'un tableau mystique qui a plus à voir avec le cosmos qu'avec les hommes.

La fable évoque, proclame, appelle, elle ne démontre pas. Elle est schématique, elle n'entre pas dans la complexité des rapports sociaux et humains. Et pourtant on ne tombe pas dans l'abstraction éthérée du mysticisme qui fait mode depuis quelques années, comme alternative à un monde invivable. On est toujours au bord, mais on n'y tombe pas. La Befana, c'est un long poème lyrique, mais qui s'assume comme tel, et répond à toutes ses exigences. Et en ce sens, il faut, faut souligner sa pleine

cohérence, la force de signification émanant de la combinaison de tous les éléments du spectacle : texte, thème, espace, développement, musique, technique... C'est là qu'il faut chercher sa capacité à imposer sa démarche.

Mais il y a plus : en ceci que le traitement de la fable n'étouffe pas son thème qui, lui, est tout à fait réaliste : il dit comment les opprimés, sous le poids de l'aliénation qui leur est faite, peuvent s'illusionner sur une alternative individualiste à leur condition, comment ils peuvent tomber dans le piège qui leur fait accroire que la solution est de gravir les échelons de l'échelle du système, et ce faisant comment l'opprimé est un loup pour l'opprimé, et enfin comment son élévation ne sera jamais qu'un échec, ou un mieux un simulacre. Et cet enseignement transparait avec une parfaite netteté au travers de son traitement, qui apparemment peut apparaître comme paradoxal.

Cela dit, le spectacle comporte une carence en fin de parcours, à l'ère contemporaine : la vieille Befana, balotée entre ses rois, Roi-mages et les étoiles, embringe toute sa panoplie symbolique dans le XX^e siècle, une ère où les valeurs se sont dépouillées de ces références. Il est vrai que la maîtrise artistique de la rencontre de ces deux systèmes de valeur, est sans doute la plus difficile de tout le spectacle, c'est-à-dire que la complexité de l'aliénation vécue aujourd'hui peut facilement entraîner à une vision superficielle par rapport à la quête de la vieille. Ce que le Chêne noir n'a pas fondamentalement dépassé. Peut-être à cause de cela, le marchand d'habit chargé de faire entrer la vieille dans la conection standard, n'atteint pas la force symbolique que la scène annonce ; de même l'image de la Phrophétisse et du Roi-Mage baillonnés, par une bande de plastique, bloque la perception à un niveau superficiel de la répression de l'amour ; de même la déshumanisation des rapports, leur robotisation, montrées par un ballet de personnages mécanisés, leur donne un caractère absolu, irrémédiable... De sorte qu'à l'apothéose de ce long poème, on se trouve d'avantage dans un hypothétique an 2000 que dans la réalité du monde actuel. Ce qui a pour conséquence d'affaiblir le côté concret de la fable, sa force de signification.

Razdac :

La troupe du Chêne noir présente à Paris, au Théâtre de la Renaissance, jusqu'au 26 février, « La Befana ». Nous avons rencontré un de ses membres.

Razdac - Tu pourrais peut-être commencer par nous rappeler comment vous êtes nés, votre itinéraire.

G. Gélas - Le Chêne a commencé en 67. La caractéristique essentielle à l'époque, c'est que les gens qui le constituaient n'étaient pas issus du milieu culturel. C'étaient des jeunes gars des quartiers, de la banlieue d'Avignon, mais aussi du milieu agricole, qui avait envie de faire un certain nombre de choses - ça se faisait à travers des textes que j'écrivais -, alors qu'il ne semblait pas facile d'avoir la parole dans une ville où il y avait déjà un festival.

R. - Vous avez commencé sur la base de la contestation du festival ?

GG - Non. Parce que c'était beaucoup plus profond que cela : la base était d'exprimer des choses plus urgentes, et qui allaient arriver pas tellement plus tard... Nos motivations allaient beaucoup plus loin que la contestation d'un organisme culturel : c'était la revendication de s'exprimer, et s'exprimer, pour nous, ce n'était pas faire trois notes, mais dire nos espoirs et nos refus dans une société où on n'avait pas notre place.

R. - Vos débuts, c'est quand même la périphérie du festival ?

GG - C'était le premier Off festival. Mais en réalité on avait commencé avant, dans les facs. On faisait en quelque sorte du Happening, c'est-à-dire qu'on développait par l'absurde certaines situations qui existaient naturellement. Ça c'était en 67. En 68 on a décidé de fonder définitivement un groupe de « Théâtre », et de ne faire que cela. Parce que c'était une chose qui nous brûlait. Notre premier spectacle, « La Paillasse aux seins nus » a été immédiatement interdit pour atteinte à la personne du chef de l'Etat. La cour de sûreté s'est occupée de nous, et après les événements de 68 la chasse aux sorcières a duré quatre ans, j'étais interpellé et interrogé chaque fois qu'on prenait l'autoroute. Alors on est partis en Italie.



R. - A quoi est-ce que vous attribuez l'interdiction de votre pièce ?

J.L.R. - Parce qu'il y eut très peu d'interdictions de pièces depuis la Libération. Gatti, par exemple, pour « La passion du général Franco », on comprend assez bien pourquoi le pouvoir l'a interdit...

G.G. - Il y a eu trois interdictions de pièces depuis la libération : Gatti, et deux fois nous. La première fois c'est parce que les gens du Chêne s'étaient trouvés en pointe dans les événements de 68. Ils ont donc voulu nous arrêter avant qu'on se mette sur pied comme troupe. La seconde fois, c'était à Chelle, en 71. Comme on avait joué à la cité universitaire, et qu'il commençait à se dégager un public pour ce type de théâtre, ils ont voulu stopper le processus ; en plus il y avait des questions de rivalité politiques au sein de la municipalité, etc.

Dire nos espoirs et nos refus.
Changer la vie : se reconquérir.

JLR - Et en Italie, qu'est-ce que vous avez fait ?

GG - En Italie, on nous avait dit : venez jouer dans les bidonvilles de Rome. Romantisme comme on l'était à l'époque, on s'est dit : on va toucher des gens... justement qui n'étaient pas du milieu traditionnel du spectacle. En fait, on s'est aperçut très vite qu'on était tombés dans un traquenard. On avait déboulé dans un théâtre qui était tout simplement un lieu où se retrouvait toute la Dolce Vita romaine, et qui venait s'encanailler devant une troupe interdite en France, les amis du Living Théâtre, etc. Et ils s'amusaient beaucoup avec nous.

A ce moment là on a compris que la trajectoire qui s'offrait à nous était simple : ou bien on arrêtait, ou bien on devenait les maudits que la bourgeoisie se paie. Or, on n'aime pas faire les clowns, on n'aime pas beaucoup être les fous du roi. Alors on a décidé de rentrer, et de tâcher de s'implanter à Avignon, d'y planter des racines qui correspondraient à des besoins. Ça a été dur parce que nous étions devenus les proscrits, les traités de la ville.

R. - C'était donc pour vous un tournant, une nouvelle façon d'envisager la fonction de votre travail, ou du moins une rupture d'avec le Happening. Peux-tu développer là-dessus ?

GG - Effectivement, comme forme de communication le happening ne nous intéressait plus. Par contre, on a décidé de développer énormément le travail, pour devenir forts dans le secteur où on était. On a décidé de se sapper. On peut rire de cela, peut-être, mais de la même manière que, finalement, quand un type qui travaille va au cinéma, il se sappe, eh bien nous on s'est sappés. C'est-à-dire qu'on n'acceptait pas l'idée que quelqu'acteur que ce soit issu d'une scène bourgeoise ou autre, puisse nous donner des leçons au niveau de notre métier.

R. - Mais qu'il se sappe, ça correspond aussi, chez le travailleur, au poids de l'idéologie.

GG - Oui, c'est juste. Et il faut le souligner. Mais il y a autre chose. Ce que j'appelle se sapper, c'est ceci : pour lui aller au cinéma c'est une fête, c'est quelque chose d'important, et s'il se sappe, c'est peut-être

Théâtre du Chêne noir

ENTRE LE COEUR ET LA CONSCIENCE

qu'il se redresse. C'est le mot : il se redresse ! Parce qu'il vaut mieux que l'exploitation qui lui est faite... Et pour nous se redresser ça voulait dire parler fort et bien, et surtout que les gens comprennent ce qu'on voulait dire. Il ne s'agissait pas bien sûr d'apparence ou de frime, mais de toucher au point où l'on voulait toucher. C'était que notre musique fasse bouger quelque chose dans le cœur des gens.

R - Dans le cœur et la tête ?

GG - C'est la même chose ; en tous cas pour nous.

R - Si je te dis cela, c'est que dans les arts qui ont une forte puissance de communication, le cœur, c'est-à-dire l'émotion, et la tête, c'est-à-dire la conscience, peuvent s'exclure l'un l'autre : dans un certain théâtre jouer sur l'émotion c'est jouer de telle manière que la conscience du spectateur soit engluée, n'émerge jamais.

GG - D'accord. Mais je ne vois pas, par exemple, que l'amour ait jamais empêché un révolutionnaire de faire la révolution.

R - Il n'empêche que parfois l'amour est montré de telle façon qu'il est donné comme panacée universelle, la seule solution ; ce qui exclut la révolution. Le cas extrême, ce sont les chan-

sons qu'on entend à la radio.

GG - Oui, mais nous on en parle autrement. Parce que s'il y a l'amour à la Claude François, il y a aussi l'amour comme un puissant levier révolutionnaire : car si je n'aime pas cette putain de vie, que je n'ai pas de très profondes motivations en moi, je n'aurais même pas envie de la changer.

R - Bien sûr. Mais pas seulement comme un mot d'ordre. C'est plus profond, ça veut dire : se reconquérir. Et ce n'est jamais en contradiction avec ceux qui veulent changer les structures sociales...

« Il y a des choses fantastiques dans les gens qui ne sont pas traduites »

JLR - Et comment es-tu ce que cela se traduit dans votre travail ? Parce que tu as parlé des pièces et des poèmes que tu as écrits, à l'époque où vous interveniez dans les facs. Mais maintenant est-ce que c'est toujours toi qui écris, ou bien est-ce qu'il y a un élargissement dans la troupe ?

GG - C'est évidemment un problème. Mais pour nous après dix ans de travail en commun ça ne se pose plus de cette

façon. Le problème pour nous ce n'est pas de savoir qui écrit ou non les textes, c'est de savoir si chacun réalise, pour le groupe et l'objectif qu'on s'est assigné, ses capacités et la chose dans laquelle il est le plus heureux et le plus efficace. Par contre ce qui a changé avec l'expérience, par exemple au niveau de l'écriture, c'est que je n'écris plus les textes avant les répétitions, mais en même temps : un comédien, ou quelqu'un a une idée, lance une phrase, et on la canalise dans l'écriture. C'est à dire que l'écriture vient de la scène.

R - Autrement, qu'est ce que votre courant a transformé fondamentalement dans votre travail ?

GG - Notamment, le va-et-vient entre nous et les gens qui forment tout le tissu de la société. Dès ce moment-là on s'est mis en position de traduire des choses qui sont dans les gens, et que pour des raisons de fatigue, d'énergie, ou même de volonté, les gens ne traduisent pas. Il y a des choses fantastiques dans les hommes qui ne sont pas traduites. Et nous on essaie de les traduire. C'est une manière de redonner aux gens confiance en eux-mêmes... C'est vrai qu'une analyse sous-tend notre théâtre. Mais ce n'est pas notre moteur essentiel. On est différent d'un théâtre

brechtien, où la conscience serait en scène comme un tract...

R - Ce n'est pas le cas de Brecht.

GG - D'accord. Mais c'est le cas des brechtiens aujourd'hui. Ce que je veux dire, c'est qu'il est illusoire de penser qu'à soi seule la conscience mettra en route les mécanismes qui transformeront le monde. C'est plutôt un va-et-vient incessant entre la conscience et le cœur. On a besoin de gens qui traduisent les choses politiquement pour rassembler les gens, mais ça ne se fait pas sans motivations profondes vécues. On ne fera pas la révolution par et pour les textes, mais par et pour les hommes... Les grandes erreurs du théâtre politique depuis mai 68, c'est de montrer sur scène des schémas politiques. Je pense, à partir de notre démarche, qu'il faut appréhender la scène avec ses lois spécifiques. De même que quand vous faites un journal. Et vous êtes sûrement en train de découvrir que les lois du quotidien ne sont pas les mêmes que celles de l'hebdomadaire. Et si vous ne le comprenez pas vous vous casserez le nez. C'est la question de savoir où on place son énergie. Cela n'empêche pas qu'il y a dans nos spectacles une analyse très consciente, mais qui ne se réduit pas aux mécanismes de l'exploitation. Nous avons nous aussi notre mission.

DANS L'OBJECTIF

Les lolos de Lola de Bernard Dubois

● Ce film a réussi la rarissime performance de réaliser contre lui l'unanimité de ceux qui — marchands ou chiens de garde asservis — ont l'ambition de « faire » le cinéma en France. Refusé par tous les festivals, même par les manifestations en marge qui prétendent promouvoir un cinéma différent, le film de Bernard Dubois semblait condamné à l'obscurité définitive des salles de montage. Pourtant, le film sort enfin aujourd'hui. Mais qu'on ne s'y trompe pas ! Si l'on peut voir les Lolos de Lola sur les écrans parisiens, c'est parce qu'au prix d'une lutte de plusieurs mois, Dubois a imposé au terme d'incessantes tractations la sortie de son film.

En définitive, il n'est pas aisé de faire taire ou de briser un cinéaste, mais la production, la distribution et l'exploitation sont ainsi faites que si l'on peut, à la rigueur, tolérer l'apparition de quelques idées neuves on ne peut, en revanche, permettre aux cinéastes de s'attaquer aux stéréotypes et autres recettes qui régulent et canalisent la création cinématographique. Si un mur du silence s'est élevé autour du film de Dubois c'est parce que celui-ci ren-

dait compte de quelque chose qui est irréductible au cinéma tel qu'on le fait et tel qu'on le vit d'ordinaire : le film les Lolos de Lola s'oppose aux conventions traditionnelles du récit cinématographique par l'éclatement du montage et la mise en pièces de la psychologie des personnages. En fin de compte, ce n'est pas tant le sujet — la vie d'un couple — qui est subversif dans ce film mais c'est la démarche systématique de la mise en scène qui tend à recréer une réalité autre, à la fois poétique et matérialiste. Les Lolos de Lola, un film qu'on pourrait sous-titrer « les mémoires d'un phallocrate ». L'histoire, pour autant qu'on puisse parler d'histoire, raconte les déboires et les exaspérations de la vie en couple. Mais pas de n'importe quel couple. Un couple formé par un homme et une femme qui ont dépassé les rapports d'esclavage d'antan pour explorer les contrées périlleuses de la liberté librement partagée. Irruption parfois soudaine de la dérision et de la déraison au moment où s'arrête l'investigation de l'autre. Utopie poétique de la vie quotidienne et des rapports à naître entre les hommes et les femmes. Nous assistons à l'accouchement douloureux de ces rapports, désespérés, cyniques, tragiques souvent. La colère, les cris, le déchirement et au bout du compte le désarroi devant la vie qui triomphe toujours.

Bernard Dubois dit « je » tout au long de son film, et pourtant sa prise de parole est collective. On peut parler à la première personne et porter le poids d'un passé collectif : nous connaissons si bien la peur dont il fait état. Cette peur qui nous ronge chaque fois que l'autre, notre partenaire, homme ou femme va imposer des limites à notre espace existentiel.

Les Lolos de Lola est un film politique : au sens où il nous fait avant tout découvrir des liens affectifs nouveaux signes de mentalités en gestation, signes de l'émergence de rapports différents.

A voir de toute urgence. Pour se persuader, si besoin était, que le cinéma français peut ne pas être le reflet de mondes arrêtés et de rapports figés ou sclérosés entre les individus. Les Lolos de Lola : la dialectique de l'image et de la vie enfin retrouvée.

Jean-Louis Daniel

THEATRE « La fête chez Ben Ali »

● Tel est le titre d'une pièce pour jeunes donnés au théâtre Mouffetard par la compagnie de l'Araignée, animée par Barbara Hoffmann. L'histoire est simple : il s'agit d'une prise de conscience du racisme ordinaire et des raisons qui le sous-tendent par une famille française, qui se trouve un jour « déposédée » de « sa » place habituelle sur un terrain de camping par un algérien et son fils.

D'incident en incident, cette « cohabitation » forcée tournera à la fête. Mais si l'histoire est simple, elle n'a rien de simpliste. Au fil des détails de la vie quotidienne, les enfants se défont du discours dominant, qu'ils reproduisaient en actes ou paroles. Pierre cessera de prendre pour argent comptant les lieux communs proférés par le père, Mourad cessera de reproduire avec la petite marocaine qui nettoie le camp la relation d'exploitation que les petits français entretenaient avec lui au début. A finir par jouer ensemble, tous s'apercevront ce qu'ils font ou disent, et ils entraîneront le père Dubois à fraterniser avec Mohamed Ben Ali, qui, infiniment plus conscient, n'attendait que cela. Après tout, ils travaillent tous deux chez Renault et ils ont mieux à faire qu'à se tirer dans les pattes...

Dans cette pièce, on laisse parler les faits. L'arrière fond politique ne s'explicitera qu'à la fin, dans la bouche de Mohamed. Juste une esquisse. Son intérêt principal, c'est qu'elle ne prend pas les enfants pour des imbéciles, comme le fait l'écrasante majorité de la production littéraire, cinématographique ou autre qui leur est « destinée » en fonction d'une image de l'enfance complètement aliénante. Au lieu de cantonner les enfants dans le « merveilleux » de pacotille le plus souvent qui leur serait « propre », on leur montre la réalité toute crue, et on leur donne le moyen de se situer par rapport à elle. On leur donne le moyen de prendre conscience de leur propre conditionnement, de leurs propres relations aux autres, et de ce qui les porte. On leur donne le moyen

de réfléchir sur des attitudes qu'ils peuvent avoir eux-mêmes, de les remettre en cause. On leur donne enfin le droit à la critique et à la parole, par les débats qui suivent la pièce, où qui peuvent s'organiser après, ailleurs (en classe par exemple : un dossier pédagogique est distribué à cet effet). Le droit de prendre position sur un monde dont on tente de les « protéger » pour les y renvoyer désarmés ensuite, et dans lequel cependant ils vivent.

Nous reviendrons plus longuement sur cette pièce et sur la problématique de Barbara Hoffmann dans une interview ultérieure. On peut voir « la fête chez Ben Ali » au théâtre Mouffetard, rue Mouffetard, Paris V^e jusqu'à la fin du mois, après, la troupe se déplacera. Il faut y aller, et la faire connaître !

D. A.

A CAEN Festival « La Femme cinéaste »

au cinéma lux

● 25 et 26 février : « Aloïse » de Liliane de Kermadec. Le 26 après le film, débat avec le groupe Musidora.

● Le 27 février, « La Poupée » de Yora Misutain et « La femme de Gange » de Marguerite Duras.

● Les 28 et 29 février : « Wanda » de Barbara Loden.

SOLDE ANTERIEUR 2099459,18

Diffuseurs Clermont	390,00
Diffuseurs Clermont-Ferrand	100,00
D. S. RFA	20,00
Groupe taupé Rouge SS Lille	100,00
CET Roubaix	200,00
B. G. Lille	70,00
Diffuseurs Toulouse	12535,25
Sympathisant Bourges	100,00
Une famille ouvrière de Vierzon	82,00
Diffuseurs Vierzon Bourges	201,00
J. B. Grenoble	1500,00
Militants Hôpital de la Tronche Grenoble	210,00
Comité Rouge Lycée Champollion Grenoble	150,00
Une féministe Sympathisante Grenoble	100,00
Un travailleur Hôpital de La Tronche-Grenoble	50,00
Un bidasse Grenoble	50,00
Sympathisant HPD Saint Egrève	100,00
P. Sympathisant Grenoble	1000,00
Sympathisant lycée Champollion Grenoble	50,00
Bandes dessinées lycéennes Grenoble	15,00
Sympathisant travailleur social Grenoble	20,00
Jeanne V. Sympathisante Grenoble	50,00
Militant ipésien Grenoble	20,00
Diffuseurs Grenoble	325000
Chéminois Tours	120,00
Comité Rouge Etudiant Tours	320,00
Employée de banque Tours	200,00
Fonctionnaire Tours	100,00
Enfance inadaptee Tours	440,00
M. L. Tours	32,00
Lycéen Tours	73,00
S. D. Educatrice La Rochelle	10,00
G. F. le de Ré	10,00
R. E. La Rochelle	10,00
M. R. Instituteur La Rochelle	100,00
C. V. Calais	300,00
L. G. Sympathisant	20,00
Sympathisants Tarbes	90,00
Diffuseurs Tarbes	26,00
Sympathisant Lycéen Carmaux	121,20
Sympathisants Albi	21,85
Sympathisants Castres	26,00
Un enseignant	100,00
Un enseignant	50,00
Travailleur Chorse	50,00
Travailleur CGT	20,00
2 travailleurs Albi	50,00
Comité Rouge Loudiac	200,00
Groupe taupé Finances Paris	70,00
Sympathisant Reau	50,00
Diffuseurs Auxerre	220,00
CET Banlieue sud	1050,00
Diffuseurs Pitié salpê	200,00
Diffuseurs Bayonne	440,00
Enseignant Bordeaux	120,00
Librairie Rouge Bordeaux	150,00
P. B. Neully sur seine	100,00
Comité Rouge de l'ENS St Cloud	150,00
P. A. Paris	200,00
Comité Rouge Paris 14	100,00
Comité Rouge Lycéen Sartrouville	117,00
Comité Rouge Hoche	45,00
Anonyme marché Sartrouville	8,00
Un gaulois d'Alésia	100,00
E. N. Versailles	5,00
Philippe St Cyr	10,00
Pat et Phil	50,00
Diffuseurs Montbelliard	320,00
P. O. L. Paris	100,00
M. P. Professeur Carcassonne	20,00
M. R. Professeur Carcassonne	20,00
Comité Rouge Lycéen Carcassonne	28,00
Sympathisant Ouvrier	100,00
Diffuseurs Beauvais	100,00
Sympathisant du Nord	50,00
J. P. P. Professeur Montauban	200,00
P. B. Normaien Montauban	50,00
Sympathisant Montauban	10,00
J. M. Ecole pilote Montauban	10,00
Collecte Amiens	357,00
Diffuseurs Tarbes	960,00
Diffuseurs Caen	814,00
J. B. Grenoble	1300,00
Diffuseurs Grenoble	818,85
Comité Rouge Lycée Champollion Grenoble	54,30
Militante CGT Paris	330,00
Diffuseurs Nantes	1500,00
M. S. Versailles	49,00
M. D. Versailles	50,00
L. J. F. Ruel	10,00
S. C. Chartres	100,00
C. B. Paris	100,00
J. L. M. St Geneviève des Bois	200,00
Sympathisant Fontenay le Cle	50,00
J. Sympathisant Brest	20,00
Librairie Rouge	500,00
M. T. Chelles	50,00
Chémist Noisy	150,00
Diffuseurs Paris Est SNCF	780,00
Valeur de nut	100,00
Grand-mère italienne	170,00
Groupe taupé SNCF Paris est	1510,00
Groupe taupé FPA Champs	150,00
Sympathisante Mère de travail	150,00
C. D. B. Chelles	300,00
Groupe taupé Honeywell Bul	50,00
Enseignant Montélimar	50,00
Santé Nord Paris	100,00
Sympathisant Pau	31,00
Une bande de Suisse	30,00
Whisky d'Auberwillers	10,00
D. E. Lille	100,00
Diffuseurs Henin-BI	20,00
D. G. Lille	300,00
C. Sympathisant LO Roubaix	25,00
C. P. Villeneuve D ascq	30,00
Diffuseurs Auxerre	163,00
Diffuseurs Morières les Avignon	100,00
Sympathisant LCR CGT INSEE	400,00
Un bidasse	100,00
B. J. Clamart	100,00
Anonyme Perspex	50,00
2 Sympathisants Villeneuve le Roi	100,00
S. C. C. R. Angoulême	400,00
L. M.	100,00
Diffuseurs Beauvais	10,00
Hôtel Angers	150,00
Camarades du GIM Allemagne	3000,00
B. J. M. Adary	100,00
Groupe taupé Rouge Furest	50,00
Diffuseurs Agen	1600,00
Militant Marmande	140,00
M. P. Agen	300,00
Toubib Lorient	100,00
Diffuseurs Lorient	150,00
Prof Lorient	50,00
Lycéen Lorient	350,00
Sympathisant ouvrier Lorient	50,00
Caisse d'Epargne Lorient	400,00
M. A. Lorient	200,00
Souscription Interne	12013,00

NOUVEAU TOTAL 2158534,43
CET Banlieue sud 8 Livres

DANS 23 JOURS LE QUOTIDIEN

PLUS QUE JAMAIS, LA SOUSCRIPTION CONTINUE...

Le lundi 15 mars donc, Rouge quotidien sera dans tous les kiosques ! Malgré les coûts financiers supplémentaires que cette date implique (sortie chez un imprimeur privé du fait des délais d'installation de la rotative), ce qui nécessite la poursuite de la souscription, nous avons décidé de répondre rapidement à l'appel et à l'attente grandissante de nos futurs lecteurs.

Une affiche nationale est prête ; elle est envoyée dans toutes les villes. La campagne de lancement commence. Dans toutes les villes les initiatives doivent fleurir.

Pour des raisons de sécurité, nous ne pouvons pas encore donner publiquement l'adresse du nouveau local. Le courrier et les appels téléphoniques peuvent continuer à arriver au 10 impasse Guéméné où une permanence est assurée pour le journal.

A VOS PLUMES

Faire un quotidien de qualité ne nécessite pas seulement une bonne équipe rédactionnelle mais aussi un réseau étendu de correspondants et de collaborateurs.

Le réseau de correspondants qui est déjà en place est insuffisant. Il nous manque beaucoup de coordonnées des camarades qui ont été choisis dans leurs villes. Dès que nous pourrions donner l'adresse du local publiquement, nous enverrions à chaque correspondant tous les renseignements concrets qui concernent leur tâche.

De nombreux camarades, adhérents ou non de notre organisation, sont par ailleurs susceptibles de collaborer sur tel ou tel sujet au quotidien. Nous en avons besoin d'autres. Qu'ils se fassent connaître !

Enfin, pour donner un certain tour au journal, nous prévoyons de passer un maximum de dessins, qu'ils illustrent des articles d'actualité ou qu'ils soient en eux-même un commentaire de l'actualité. Qu'ils nous envoient leurs dessins, qu'ils viennent nous les montrer.



LA SEMAINE PROCHAINE : 3 N° 0

Dernier test publié avant la sortie officielle et régulière du quotidien le 15 : 3 numéros zéros seront distribués ensemble à l'organisation par les mêmes canaux que l'hebdo, en fin de semaine prochaine. Ils seront datés du 25, 26 et 27 février. Nous demandons aux correspondants de nous envoyer toutes leurs informations à partir de lundi 23 février jusqu'au jeudi 26 février ; pour ces numéros zéro, l'adresse et le téléphone sont encore ceux du 10, impasse Guéméné.

Ces numéros zéros doivent être l'objet de débat sur la formule du journal, ainsi qu'un outil de popularisation avant la sortie officielle et un moyen d'aider à ce que la souscription se poursuive.

bulletin d'abonnement

(à découper et à renvoyer à Rouge quotidien, 10 impasse Guéméné, 75004 Paris).

NOM :
PRENOM :
ADRESSE :

1 an : 300F
6 mois : 150F
3 mois : 80F

(mettre une croix dans la case correspondante)

COLLECTIVITES (1 an : 200F ; 6 mois : 100F)

Nom :
Adresse :

ETRANGER

1 an : 500F
6 mois : 250F
3 mois : 130F

Envoyez vos chèques au profit de
Daniel Bensaïd
10 impasse Guéméné 75004 Paris
(avec la mention : Abonnement à Rouge quotidien).